

# CAPITALISME ET GÉNOCIDE

Mathias Clivaz et Hugues Poltier. Le 2 octobre 2024.

*Qu'advient-il des peuples dans un monde où des génocides ont lieu, ne sont pas stoppés, et demeurent impunis ? Pour le comprendre, nous analysons le génocide du peuple palestinien par Israël et la manière dont le capitalisme s'y articule à une montée en puissance du suprémacisme blanc. Nous développons à partir de là l'idée que le capitalisme, dans son illimitation, « progresse » au gré de participations à des lignes de mort que la structure actuelle du droit et des institutions internationales n'est pas apte à discerner. Alors que le monde humain se ferme sur lui-même – au croisement d'une militarisation des Etats, d'une instrumentalisation du racisme et d'une poussée impérialiste – un capitalisme intrinsèquement génocidaire se montre désormais à visage découvert.*

À la racine du génocide en cours contre le peuple palestinien<sup>1</sup>, l'alliance entre le gouvernement fasciste<sup>2</sup> de l'État israélien et celui des États-Unis d'Amérique du Nord (USA) – qui lui fournit 69% de son armement<sup>3</sup> – fait état d'une montée en puissance du capitalisme blanc<sup>4</sup> au sein du capitalisme général. L'emprise des oligarchies du Nord global<sup>5</sup> s'en trouve renforcée ; la portée du droit international, réduite à néant. L'ineffectivité des jugements de la Cour internationale de Justice<sup>6</sup> (CIJ) à l'encontre d'Israël est à ce titre emblématique, dans un monde où les peuples opprimés ont appris à ne rien attendre de l'Organisation des Nations Unies (ONU).

Or le capitalisme blanc n'est pas seul à jouer ce jeu. La menace nucléaire surdétermine le rapport de force global<sup>7</sup>, créant les conditions de la guerre des capitalismes rivaux<sup>8</sup> et la prolifération des formations prédatrices<sup>9</sup>, qui toutes cherchent à prendre de court, à échapper ou à instrumentaliser la capacité législative des corps politiques. Si pour l'heure – entre le pouvoir qui s'exerce au FMI, l'exercice du droit de veto au Conseil de sécurité, le monopole des USA sur les négociations entre parties en conflit, et l'absence de transfert de pouvoir des Etats vers l'ONU – c'est bien l'Occident qui a l'avantage, le maintien de cette position dominante est au cœur des enjeux.

Notre propos dans cet article sera double. Premièrement, établir *une fois de plus* que la guerre d'Israël contre Gaza relève du génocide, et montrer comment ce génocide est encapacité par une dynamique relevant du suprémacisme blanc dans l'exercice du pouvoir capitaliste. Deuxièmement, nous dirons comment, au stade d'illimitation qu'il a atteint, le capitalisme général – intégré par tous les impérialismes du globe à leurs propres machines de guerre<sup>10</sup> – implique l'action génocidaire, laquelle s'étend, à des échelles et des vitesses variables, à toutes les populations que le capitalisme intègre

comme déchets et auxquelles il applique une économie de destruction, se substituant aux fonctions régaliennes des Etats et préemptant le droit des populations à s'auto-déterminer.

Alors que nous achevons la rédaction de ce texte, Israël sème la mort à travers le Liban par des attaques terroristes d'une cruauté sans nom, tuant et mutilant sans discrimination<sup>11</sup>. Quelques jours plus tard, des bombardements massifs en plein Beyrouth tuent Hassan Nasrallah, le Secrétaire général du Hezbollah, ainsi que des centaines de civil-es. Une invasion terrestre a débuté le 1<sup>er</sup> octobre 2024<sup>12</sup>. — Pendant ce temps, la guerre d'Israël contre Gaza se poursuit. C'est là qu'il nous faut commencer, pour assembler les éléments d'une compréhension.

## 1. Le génocide du peuple palestinien à Gaza

Dans les conditions de son exercice au Moyen-Orient, le capitalisme blanc fait front commun<sup>13</sup> avec le racisme suprémaciste des membres de l'actuel gouvernement israélien (citons le Premier ministre B. Netanyahu<sup>14</sup>, le président I. Herzog, ainsi que les ministres I. Ben-Gvir, B. Smotrich, Y. Gallant, parmi d'autres<sup>15</sup>). Ce qui se passe aujourd'hui dans la bande de Gaza est le dernier acte<sup>16</sup> d'un nettoyage ethnique qui a débuté en 1948<sup>17</sup>, dont les outils sont le déplacement forcé<sup>18</sup>, l'apartheid des citoyen·nes arabes d'Israël<sup>19</sup>, la colonisation de la Cisjordanie<sup>20</sup>, la destruction des terres<sup>21</sup> et des infrastructures<sup>22</sup> palestiniennes, ainsi que la normalisation des exécutions (ciblées ou non)<sup>23</sup>, et de la torture<sup>24</sup>, des sévices sexuels<sup>25</sup> et des privations de toutes sortes qui ont lieu entre autres dans les camps israéliens<sup>26</sup>, où 9700 prisonnier·es politiques palestinien·nes étaient détenu·es en juillet 2024<sup>27</sup>. *Normalisation* doit ici être entendu en un sens strict : toutes ces pratiques sont désormais des pratiques ordinaires normales d'Israël envers les Palestinien·nes, menées avec l'assentiment d'une écrasante majorité d'Israélien·nes<sup>28</sup> et constituant des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité qui restent pour l'heure lettres mortes<sup>29</sup>.

Le capitalisme blanc soutient les visées génocidaires des Israélien·nes sionistes<sup>30</sup> et de leurs alliés<sup>31</sup>, parce qu'ils sont capitalistes, parce qu'ils sont blancs, et parce qu'ils s'intègrent à la ligne impérialiste tracée dès 1492 par les appétits européens<sup>32</sup> et leur logique prédatrice<sup>33</sup>. La mort produite industriellement par les bombardements d'Israël sur Gaza est non seulement un *business* (l'indice boursier militaro-industriel US a connu une hausse de 40% en 1 an<sup>34</sup>), mais poursuit l'instauration d'une verticalité techno-impériale<sup>35</sup> dans la région. Comme pour l'Ukraine, alors que les bombes continuent de déchiqeter enfants, femmes et vieillards, se préparent déjà les contrats qui viseront à tirer le maximum d'une terre devenue inhabitable<sup>36</sup> et de dispositifs de surveillance et de guerre « testés en situation réelle »<sup>37</sup>, assurant l'*imperium* ici de la Russie, là d'Israël et des USA.

Dans la bande de Gaza, un génocide est à l'œuvre depuis les premiers jours de la guerre voulue par le gouvernement de B. Netanyahu : 360 km<sup>2</sup> hermétiquement clos, en état de siège permanent<sup>38</sup>, une population à dessein privée d'eau, de nourriture et d'aide humanitaire<sup>39</sup>, un territoire pollué par l'impossibilité du traitement des déchets et sinistré par les bombardements qui ont lieu nuit et jour. Assistée par l'IA<sup>40</sup>, la

destruction est systématique : écoles, hôpitaux, lieux de culte, universités, habitations, centres de réfugiés, infrastructures de gestion des eaux, patrimoine<sup>41</sup>. Rien n'est épargné. Dans une situation où personne ne veut accueillir les Gazaoui-es et où le droit des réfugié-es est foulé au pied<sup>42</sup>, le gouvernement israélien exterme le peuple palestinien et sa culture, avec la bénédiction quasi unanime du Nord global et sous les yeux impuissants de l'ONU<sup>43</sup>. La bande de Gaza est une zone de mort organisée, une expropriation-sur-place, l'annihilation par le massacre, la famine et le désespoir d'êtres humains inutiles au capitalisme blanc autrement que comme objets d'une démonstration de sa force et comme déchets qu'il pourra « recycler » à sa guise.

En face du déni d'Israël et de ses soutiens, il est nécessaire de souligner que, dans la perspective des opprimé-es<sup>44</sup>, un génocide commence bien avant qu'une cour internationale le reconnaisse éventuellement comme tel. Il convient ensuite de rappeler qu'aux yeux du droit international en vigueur, un génocide n'est déterminé ni par les moyens utilisés, ni par le nombre absolu de victimes. La *Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide* de 1948 spécifie que le génocide s'entend d'actes « commis dans l'intention de détruire, ou tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel »<sup>45</sup>. Les moyens sont ceux dont le criminel dispose : dans le cas du génocide des Tutsis au Rwanda, l'arme blanche et l'arme à feu ; dans celui des Palestinien·nes à Gaza, un état de siège, des bombes occidentales et des IA. Concernant le nombre de victimes, il est à entendre relativement à la population totale : au terme de l'année qui suit le 7 octobre 2023, le Ministère de la Santé de Gaza dénombre 41'689 victimes palestiniennes directes<sup>46</sup>. C'est sans compter le nombre de blessés (au minimum 96'625<sup>47</sup>) et de malades, les personnes souffrant de maladies chroniques (environ 350'000<sup>48</sup>), de malnutrition ou de famine (100% de la population), d'atteinte grave à leur intégrité mentale (100% de la population), dans une situation où les hôpitaux ont été systématiquement détruits. Pour comprendre l'étendue du massacre, il faut procéder à l'addition des victimes directes *et* indirectes, et multiplier ces chiffres (selon l'expérience des guerres et des génocides passés) par un facteur de 3 à 15<sup>49</sup> : l'évaluation du nombre total de mort-es palestinien·nes s'établit alors quelque part entre 150'000 et 770'000, soit entre 9 et 30% de la population gazaouie. — L'attaque du Hamas contre Israël le 7 octobre 2023 a eu lieu, marquée par des crimes de guerre qu'il n'est pas question de minimiser ; et cependant, pour prendre la mesure de la différence d'échelle du 7 octobre et de la guerre génocidaire d'Israël, rappelons le nombre de victimes israéliennes<sup>50</sup> au cours de cette journée : 1139. La guerre contre Gaza ne relève ni de la vengeance, ni du « droit à se défendre », mais bien de la destruction d'un peuple et de la mise à mort d'un corps politique, dans le but de réaliser la souveraineté exclusive d'Israël sur tout le territoire de la Palestine.

Le 26 janvier 2024, la CIJ a reconnu un « risque réel et imminent » de génocide à Gaza<sup>51</sup> et a sommé Israël de prendre des mesures. Mais, dans ce contexte, il n'existe pour Israël ni droits humains, ni droit de la guerre, ni prévention contre le génocide. Parce que ses actions sont une auto-expression du capitalisme blanc, Israël se sait au bénéfice d'une immunité inconditionnelle, réaffirmée le 24 juillet dernier avec un enthousiasme délirant par un Congrès américain en *standing ovation* durant la harangue du Premier ministre israélien<sup>52</sup> – ainsi que par le silence complice de l'Union

européenne. Cela, alors qu'Israël a détruit ou endommagé 80% des bâtiments scolaires palestiniens entre le 7 octobre 2023 et le 18 avril 2024<sup>53</sup>, et que le nombre d'enfants tués – au minimum 11'355 au 31 août 2024<sup>54</sup> – ne cesse d'augmenter. Quiconque considère ces chiffres est saisi de nausée et de vertige, mais ils n'arrêtent pas les fournisseurs d'armes occidentaux<sup>55</sup>, USA et Allemagne<sup>56</sup> en tête, qui ce faisant valident cette campagne d'extermination. Le gouvernement israélien, quant à lui, reprend son sempiternel refrain : pour éradiquer le Hamas et libérer les otages israélien·nes, « l'armée la plus morale du monde »<sup>57</sup> conduit une opération contre des « terroristes » s'abritant derrière des « boucliers humains » — refrain largement repris par les médias<sup>58</sup> et les intelligentsias du Nord global, entre contrôle de la circulation de la parole publique et guerre cognitive<sup>59</sup>.

Présenter le Hamas comme « génocidaire » alors qu'il n'a nullement les moyens de détruire Israël, et qu'il revendique dans sa Charte de 2017 la création d'un État palestinien sur les frontières de 1967<sup>60</sup>, relève de la propagande. Jamais les médias du Nord global ne parlent du fait que le Hamas est la seule force qui agisse pour la défense de la population gazaouie. Jamais non plus du fait que le Hamas n'a cessé de demander des enquêtes internationales depuis bien avant le 7 octobre, qui toutes ont été refusées par Israël, avec le soutien des USA. Devenu systématique, ce déni du droit international n'est même plus relevé. Cette désinformation normalise ce savoir partagé : lorsque les USA se font les alliés d'une des parties, le droit international s'incline devant le bon plaisir de la première puissance militaire mondiale, leader stratégique et idéologique du capitalisme blanc.

Comme l'écrit O. Kuchanskyi, « les règles du jeu impliquent un réseau cinétique de préemptions où chaque pas est soit un geste amical, soit une menace. »<sup>61</sup> Le soutien des puissances du Nord global au suprémacisme israélien s'explique par le fait qu'elles auraient beaucoup à perdre à sa défaite, beaucoup à gagner à son expansion. Il a été démontré qu'entre janvier 2020 et août 2023, 776 institutions financières européennes (dont BNP Paribas, HSBC, Deutsche Bank, Société Générale, pour ne citer que les quatre premiers créanciers) ont eu des relations avec 51 entreprises activement impliquées dans les colonies israéliennes, pour un investissement total de 164,2 milliards de dollars, et une participation à hauteur de 144,7 milliards de dollars en actions et obligations<sup>62</sup>. Du côté des USA, Google et Amazon – dont les services inondent tout le Nord global – ont fait construire en 2022 des *data centers* sur sol israélien et sont sous contrats pour assurer le *cloud* de l'Etat et de l'armée, où sont notamment stockées les données de la surveillance des territoires palestiniens<sup>63</sup>. Par ailleurs des groupes militants (dont BDS, Genocide Gentry et No Tech For Apartheid<sup>64</sup>) ont mis au jour de nombreuses implications occidentales – qu'il s'agisse d'entreprises de biens de consommation, du complexe militaro-industriel, de la tech, de l'éducation, de la culture – dans le génocide des Palestinien·nes à Gaza.

Et c'est pourquoi le génocide peut se poursuivre sans un battement de cils de nos chancelleries<sup>65</sup> ; pourquoi aussi, depuis le 7 octobre 2023, plus de 100 journalistes actif·ves dans la bande de Gaza ont été liquidé·es par les forces israéliennes<sup>66</sup> sans soulever la moindre protestation occidentale ; pourquoi les tentatives de négociations

sont à chaque fois torpillées, soit par Israël, soit par les USA<sup>67</sup> ; et pourquoi aussi sur tout cela, chez nous, le silence est de plomb.

## 2. Capitalisme et génocide

Il est essentiel de comprendre comment ces actions et ce silence font système ; et qu'ainsi ce qui se passe en Palestine n'est pas un cas isolé. Associée à des démocraties libérales comme à des dictatures, la nécropolitique<sup>68</sup> capitaliste exerce ce même pouvoir sur les cinq continents. Elle l'exerce sur les personnes migrantes racisées en Méditerranée et dans les camps de détention de la forteresse Europe, ainsi qu'aux frontières de l'Australie, des USA, de nombreux autres pays ; elle exerce ce même pouvoir sur les populations des régions précarisées de la planète, installées sur des sites riches en ressources minières, pétrolifères, gazières (c'est le cas de Gaza<sup>69</sup>), aquifères, en terres fertiles, et en main d'œuvre, que les impérialismes américain, chinois, russe, indien et européens s'ingénient à s'accaparer ; elle exerce ce même pouvoir sur les peuples menacés par la montée du niveau des océans ou par d'autres dégradations de leur habitat causées par le dérèglement climatique ; elle exerce ce même pouvoir sur toutes les personnes dont la santé est détruite par les produits chimiques, la malbouffe et par des conditions de travail de plus en plus précaires ; elle exerce ce même pouvoir sur les femmes partout dans le monde, sur les personnes LGBTQI+ et sur les hommes, à travers des processus de subjectivation, d'asservissement et de destruction visant le contrôle de la reproduction, de la circulation du désir et des affects communautaires ; et elle exerce ce même pouvoir sur l'ensemble du monde non-humain, avec près de 70% de la faune sauvage « disparue » en moins de 50 ans et des écocides innombrables. Dans sa logique d'une croissance sans fin, le capitalisme occupe pour mieux exclure, et accumule ce faisant autant d'avantages stratégiques en vue des catastrophes humaines et environnementales qu'il alimente pour mieux les exploiter.

Ce qui se passe à Gaza est la figure extrême du sort qui frappe les vivant-es, une manifestation de l'illimitation du capitalisme qui prive les « sans-titre » de toute protection. Les conditions de la mort des Gazaoui-es font signe vers le pur et simple effacement du droit. Car à travers l'étagement des prolétariats subalternes, ce qui se joue c'est la détermination d'une partie de l'humanité comme *déchet* : catégorie auquel le droit ne s'applique pas tant elle est l'objet d'une réification qui l'assimile à la « nature »<sup>70</sup>, c'est-à-dire à une pure ressource. Or, comme l'a écrit A. Mbembé en 2013, « l'esclave nègre – le tout premier sujet de race – est [...] la figure manifeste de cette possibilité d'une violence sans réserve et d'une précarité sans filet. Puissance de capture, puissance d'emprise et puissance de polarisation, le capitalisme a toujours eu besoin de *subsidés raciaux* pour exploiter les ressources planétaires. Tel était le cas hier. Tel est le cas aujourd'hui, alors même qu'il se met à recoloniser son propre centre, et que les perspectives d'un *devenir-nègre du monde* n'ont jamais été aussi manifestes. »<sup>71</sup> Plus le capitalisme atteint les limites de la matière, plus sa crise s'accroît, et plus le fascisme et le racisme lui deviennent instrumentaux<sup>72</sup>. Toutes les personnes racisées, précarisées, déclassées, et toutes les personnes solidaires, le savent d'expérience ; tous les gens vivant dans des pays qui ont subi la liquidation de leur service public et le

resserrement de leur économie au nom de la conformité exigée par le FMI et la Banque mondiale, le savent dans leurs corps meurtris par les privations ; toutes celles et ceux qui se révoltent le savent par la violence de la répression policière. Partout la même asphyxie, partout le même étiolement des droits.

Les droits ne sont pas des droits s'il est impossible de les réclamer, de les exercer. Relégués par le néolibéralisme à un « plus tard » captif de la finance<sup>73</sup>, les droits sont *de facto* remplacés par des *titres*, à produire, à décliner : être de telle race, de tel genre, avoir tel passeport, avoir un « nom », avoir du patrimoine, avoir un emploi, un salaire, être « qualifié-e ». Être au bénéfice d'un titre, c'est disposer d'un pouvoir de mobilisation des ressources, qu'elles soient humaines, matérielles ou financières, pouvoir qui s'inscrit dans un tissu social national et international où des lignées privilégiées émergent et se reproduisent<sup>74</sup>. Et partout, ne pas avoir de titre signifie ne pas bénéficier des conditions pour espérer sortir de la zone de mort organisée.

C'est toujours la même stratégie : exacerber la compétition, briser les solidarités, désigner des gagnants et des perdants. *Et le faire savoir*. Les paroles et les actes d'Israël envers les populations arabes sont ainsi utilisés dans les « démocraties » occidentales pour faire régner la peur, l'anxiété, le dégoût ou la haine<sup>75</sup>. Toute opposition est bâillonnée par l'instrumentalisation de la Shoah et l'assimilation de l'antisionisme à l'antisémitisme<sup>76</sup>. Or c'est la même chose qui se passe envers les Ukrainien·nes dans la propagande russe, envers les Kurdes dans la propagande turque, envers les musulmans dans la propagande nationaliste hindoue, envers les indépendantistes Kanaks dans la propagande française, envers les habitant·es des banlieues, envers tant d'autres dans tant d'autres pays, quel que soit le racisme et les communautés qu'il vise.

Le fait fondamental, c'est que le capitalisme, dans son illimitation, engendre nécessairement l'exclusion ; et ces exclusions manifestées et répercutées par les médias du monde entier voudraient pousser le reste de la population humaine à devenir des *racistes ordinaires*, afin de rester du « bon côté » de l'histoire et éviter d'être exclus à leur tour. C'est là, croyons-nous, ce que les peuples aujourd'hui refusent, et se doivent de refuser. Le suprémacisme est une mentalité, celle du privilège, bien précaire en vérité, de ne pas être l'exclu d'aujourd'hui. Le suprémacisme s'enracine dans la peur pour soi, en face de laquelle « chaque ennemi tué augmente le sentiment de sécurité du survivant »<sup>77</sup>, aboutissant à une logique où l'invulnérabilité équivaut au meurtre préemptif de l'Autre<sup>78</sup>. C'est cette menace que fait planer l'usage systématique de la violence, à travers l'exemple de la déshumanisation et du massacre de personnes et de peuples sans droits, exclus de la terre — manière de dire que le capitalisme blanc pourra faire la même chose au Liban, en Syrie, en Iran, au Yémen, que les capitalismes russe et chinois pourront poursuivre leur entreprise néocoloniale de l'Afrique<sup>79</sup>, l'invasion de l'Ukraine et un jour prochain de Taiwan, que d'autres formations prédatrices instrumentalisant d'autres racismes pourront faire la même chose sur les cinq continents, envers tous les exclus, tous les « inutiles » et les « indésirables » du capitalisme, quel que soit le type de régime auquel il s'associe.

Mais ce que nous voyons encore, c'est comment le capitalisme implique la mort, *la mort effective*, et comment il est intrinsèquement génocidaire à un certain degré de son développement. Le capitalisme ne vise la propriété qu'en vue du pouvoir de

mobiliser des ressources, et, s'il n'est pas limité par une autre force, fait de tout obstacle à cette opération l'objet d'une destruction. Le but n'est autre que l'accroissement de la valeur, ou pour le dire avec les travaux de la *Wertkritik*, la valorisation de la valeur<sup>80</sup> — et tout le monde aujourd'hui comprend bien que, comme l'écrit A. Jaspe, « laissé à son propre dynamisme, le capitalisme ne débouche que sur des ruines »<sup>81</sup>. Le capitalisme, sur le plan immatériel, est indexé à la valorisation de la valeur – en d'autres termes à la valorisation du capital, dont l'objectif est de croître. Dès lors, le capitalisme entre en crise aux premiers signes d'une baisse de la survaleur (c'est-à-dire du profit, qui manifeste la valorisation de la valeur). Baisse envers laquelle la réponse est toujours la même : pour une même quantité produite, diminuer le coût du travail vivant (les êtres humains) en le remplaçant par du travail mort (machines, IA, etc.) ; et/ou accroître les quantités produites pour maintenir le niveau de survaleur (ou minimiser sa diminution). Ce qui a un double effet : accroître le nombre absolu d'exclus-déchets éliminables sans dommage pour le capitalisme ; accroître la prédation environnementale globale, ainsi que l'ont montré R. Scholz et N. Machado.

Qu'en est-il lorsque c'est un peuple qui fait « obstacle » ? Le génocide tel qu'il est prohibé (envers les formes étatiques reconnues par le droit international) sert, dans le paradigme post-westphalien et post-holocauste, à refouler le génocide en tant que désir du pouvoir de mobilisation absolue des populations<sup>82</sup>, désir propre au capitalisme en ce qu'il 1) constitue les êtres humains en ressources, et 2) procède à une matérialisation de l'infini intimement liée au projet technoscientifique de la modernité<sup>83</sup>. Or ce paradigme est depuis longtemps compromis. Non seulement parce qu'un peuple qui n'est pas reconnu par les institutions internationales et par les grandes puissances n'a pas voix au chapitre. Mais parce que si un peuple, même reconnu, fait obstacle au capital, ce qu'on voit se produire c'est sa dégradation dans l'ordre des titres (sa place boursière, les indicateurs de fiabilité du FMI et des agences de notation, les investissements, etc.), dégradation qui s'accompagne d'une montée du racisme, comme on l'a vu se produire par exemple envers les Grecques dans l'Allemagne des années 2010-2015<sup>84</sup>, ou comme on le voit chaque jour en Europe envers les populations immigrées dont l'économie européenne a besoin et qu'elle maintient dans une zone de blocage administratif<sup>85</sup>, à sa disposition. Dégradé, un peuple n'est plus reconnu en tant que communauté citoyenne ; bientôt coupé de son territoire et de sa culture, il est identifié au substrat matériel de son habitat<sup>86</sup> ainsi qu'aux avantages économiques que la transformation de ses compétences et de ses infrastructures représente pour les investissements transnationaux. Ce dont il faut tirer une première conclusion : c'est que le génocide – au sens premier de *destruction d'un peuple* – ne s'exerce pas sur un mode binaire (c'est/ce n'est pas un génocide), mais au contraire par degrés<sup>87</sup>, en fonction d'une *visée* dont les premiers gestes ont lieu nécessairement longtemps avant qu'une institution comme le CIJ ne puisse le reconnaître comme tel. Or ce temps de latence qu'on présente comme celui de la « lenteur des institutions » est en vérité structurel.

D'où cette seconde conclusion, que la *séparation relative* de l'économique et du politique rend inopérantes lesdites institutions dès lors qu'aucun transfert de pouvoir n'a lieu des Etats vers ces institutions<sup>88</sup>, et dès lors que les entreprises transnationales

– et plus largement les pratiques capitalistes – ne sont pas liées par des obligations issues du droit international. On peut certes parler de l'impuissance du droit et des institutions internationales, sauf qu'à proprement parler elles n'ont jamais eu ce pouvoir. Ce n'est donc pas à une réforme, mais une refondation qu'il faut procéder (*exigeons l'impossible*) : au niveau du droit, en allant jusqu'à repenser les catégories public/privé héritées du droit romain ; au niveau des institutions, en destituant la puissance états-unienne de sa position dominante, en éliminant le droit de veto à l'ONU et en créant le cadre d'une collégialité des vivant-es qui inclue non seulement les Etats et les entreprises privées, mais encore la société civile et le monde non-humain<sup>89</sup>. En l'état actuel des institutions, les formations prédatrices – jouant sur leur polymorphisme impliquant Etats et capitaux – n'ont de cesse d'exploiter cette divergence structurelle, qui rend possible que la destruction d'un peuple détitularisé (à plus forte raison d'un peuple non reconnu) ne soit pas identifiée à un « génocide », mais à la mobilisation de ce qui est d'emblée considéré comme reste dans le processus de production. L'interdit politique demeure, et poursuit sa destinée spectrale au sein de la mobilisation des Etats (on « condamne » et on « appelle » à un cessez-le-feu), tandis que la mort vient matérialiser la puissance du capital au gré des titres discernés par les formations dominantes. Il n'est ainsi même plus nécessaire de cacher de telles actions (bien au contraire), tant à côté des reconnaissances du droit international se donne à voir cette deuxième courroie de valorisation, fonction des intérêts transnationaux du capital qui dominent la circulation de l'information et la fabrique discursive du réel.

Entre « fin de l'histoire » et « guerre des civilisations »<sup>90</sup>, la voie se trouve ainsi ouverte à des génocides futurs. Au niveau idéologique, l'effet en est désastreux : les empires d'hier et d'aujourd'hui tendent à être absouts par le capitalisme de tout crime génocidaire, dans la mesure où chaque nouveau génocide devient le lieu où « se prouve » qu'il n'a jamais été question que de la pure et simple effectuation du système. Une apologétique qui n'hésite pas à se présenter sous le signe du « progrès », et, par le retournement du bourreau en sauveur, en guide de l'humanité vers un avenir meilleur, « enfin débarrassé de la guerre et de la mort »<sup>91</sup>. Il en va de même de la justification de l'action capitaliste envers l'environnement, et de l'être humain présenté comme « intendant » du système-Terre<sup>92</sup>. La réalité est évidemment tout autre, tant les formations capitalistes sont par elles-mêmes incapables de s'auto-réguler autrement qu'à travers une montée aux extrêmes dans la destruction de la valeur. L'être humain n'est « possesseur et maître » que d'une nature qu'il détruit bien plus qu'il ne la façonne, puisque, comme l'a montré N. Machado, « l'accumulation du capital, de plus en plus difficile au plan économique, exige la destruction accélérée de la nature »<sup>93</sup>. Capitalisme et darwinisme : le survivant, dans ce paradigme, c'est celui qui a toujours un temps d'avance sur les autres dans la mobilisation du vivant. Le suprémacisme voulu par un groupe humain sur les autres est à cet égard immédiatement celui du genre humain sur tou-tes les autres vivant-es.

Telle est la réalité qui se donne à voir, aujourd'hui. Telle est la réalité que le capitalisme a intégré à sa *représentation spectaculaire*. En lui, l'humanité se contemple génocidaire, et ces actions violentes qui ne sont pas dictées par la nécessité de se

défendre, qui se poursuivent dans le temps de manière systématique<sup>94</sup>, entraînent une perversion de qui les inflige et s'y reconnaît, mais aussi de qui en est témoin. Des populations fascisées qui jouissent de la souffrance infligée à d'autres, nourries d'un sentiment de supériorité ; et lorsque ce n'est pas la haine, alors l'indifférence, aveugle à la communalité du vivant ; et lorsque ce n'est pas l'indifférence, alors la peur, la rage brûlante, le dégoût de soi, et une anxiété omniprésente. Ce qui s'est mis en place en une quinzaine d'années, ce n'est pas seulement un capitalisme de la surveillance, c'est un *capitalisme de la cruauté*, qui tend à une dégradation générale de la vie diffusée en temps réel sur les smartphones dont 70% des humain-es de la planète sont désormais muni-es<sup>95</sup>. Que les utilisateur-trices louent ou condamnent les actions d'Israël ou du Hamas n'y change rien : ils-elles se font les relais des « contenus » (images du massacre, informations, analyses, propagande), participant d'une économie qui alimente les « grands » de la tech<sup>96</sup>, qui à leur tour profitent de la guerre pour signer de nouveaux contrats et s'ouvrir des champs d'action.

Le génocide des Palestinien-nes annonce notre destin en face de la marche en avant du capital, que ses serviteurs pensent et désirent comme un sujet autonome. À la croisée d'autres fétichismes (celui de la nation, celui de la religion, celui de la technique), la mort effective *matérialise l'abstraction* de la valeur : non pas un droit de vie ou de mort, mais un *pouvoir* de vie et de mort, qui n'existe qu'en faisant l'épreuve de sa capacité de détruire, et plus réduites ses marges de profit le plus destructeur.

Quand le point de bascule matériel sera-t-il atteint ? À quel degré de destruction les peuples seront-ils soumis avant que cela ne change ? Avant qu'un nouveau droit, non plus international mais mondial, soit fondé en solidarité de tou-ttes les êtres vivant-es qui peuplent la Terre ?

Ces questions sont en suspens<sup>97</sup>.

---

<sup>1</sup> Des experts l'ont dit très vite, dont Raz Segal le 13 octobre 2023 (<https://jewishcurrents.org/a-textbook-case-of-genocide>, version française : <https://blogs.mediapart.fr/ahg-random/blog/201023/gaza-un-cas-d-ecole-de-genocide-par-raz-segal>) et Craig Mokhiber le 31 octobre 2023 (<https://hrvoices.org/document/resignation-letter-by-director-of-the-new-york-office-of-the-high-commissioner-for-human-rights-craig-mokhiber/>), bientôt suivis par le jugement de la CIJ du 26 janvier 2024 (<https://www.icj-cij.org/node/203454>), par le rapport de Francesca Albanese le 25 mars 2024 (<https://www.un.org/unispal/document/anatomy-of-a-genocide-report-of-the-special-rapporteur-on-the-situation-of-human-rights-in-the-palestinian-territory-occupied-since-1967-to-human-rights-council-advance-unedited-version-a-hrc-55/>), et récemment par l'historien israélien Omer Bartov (<https://www.theguardian.com/world/article/2024/aug/13/israel-gaza-historian-omer-bartov>).

<sup>2</sup> Gideon Levy, journaliste à Haaretz, exposait la structure de l'Etat d'Israël comme composée de trois régimes : une « démocratie libérale » pour ses citoyens israéliens ; un deuxième régime violemment discriminatoire envers les Palestinien-nes israéliens (20% de la population du pays) ; et un troisième régime, qui était demeuré jusqu'au 7 octobre 2023 en partie caché par Israël : le régime militaire d'occupation, qu'il qualifie comme étant « l'un des régimes tyranniques les plus brutaux et les plus cruels de la planète » (<https://youtu.be/JQS-9K5-Dk>, 23min30, 2018). Dans le cas d'Israël, le fascisme est la résultante du suprémacisme blanc, issu de l'histoire coloniale occidentale, de l'idéologie de la Terre promise instrumentalisée dans un sens exclusiviste, et de la mise au pas de la société par un régime militaire qui a tout pouvoir, renforcé par les technologies de surveillance et de guerre nouvelles générations, IA en tête. ● Les dépenses militaires de l'Etat d'Israël restent les plus hautes du monde en pourcentage du PIB : entre 5 et 6% du PIB de 2010 à 2021, avant de connaître une chute à 4,5% en 2022, une remontée à 5,3% en 2023 (cf.

<https://www.statista.com/statistics/1005215/israel-military-expenditure-as-share-of-gdp/>), et une hausse à n'en pas douter pour 2024 avec la révision votée par la Knesset au début de l'année. À noter que l'aide américaine compte pour 15% du budget total de la défense israélienne (cf. <https://www.rosalux.de/en/news/id/52490/a-military-budget-for-a-permanent-war>), et que le monde a connu une hausse généralisée des dépenses militaires en 2023-2024 (cf. <https://www.sipri.org/media/press-release/2024/global-military-spending-surges-amid-war-rising-tensions-and-insecurity>). ● On ne peut cependant qualifier Israël d'Etat fasciste sans rappeler son inscription dans le mode de production capitaliste. Comme l'a écrit Antonio Gramsci et comme l'ont confirmé de nombreux historiens, le fascisme n'est pas un accident de parcours, mais « un stade naturel du développement du capitalisme » qui survient comme réponse des possédants à une crise du capital. Si donc le fascisme se présente lui-même comme moment de la guerre, c'est bien le capitalisme qui est la guerre, et le fascisme son dévoilement instrumental. ● La loi Israël/Etat-nation du peuple juif, loi constitutionnelle adoptée le 19 juillet 2018 par la Knesset, a ouvert la voie à une légitimation du suprémacisme israélien en indiquant que « La capitale d'Israël est Jérusalem entière et unifiée » (Art. 3), contrairement à ce que prônait la solution à deux Etats, déjà enterrée quelques mois plus tôt par la reconnaissance fin 2017 de Jérusalem comme capitale d'Israël par le président américain Donald Trump. La loi Israël institue de plus l'hébreu comme langue de l'Etat (réservant à l'arabe un « statut spécial » peu clair, Art. 4) ; et justifie des années de colonisation des territoires occupés par un article stipulant que « L'État voit le développement de l'implantation juive comme une valeur nationale, encouragera et promouvra son développement et sa consolidation » (Art. 7, cf. <https://www.timesofisrael.com/final-text-of-jewish-nation-state-bill-set-to-become-law/>). ● Sur la répression des opposants au régime, cf. infra note 28.

<sup>3</sup> « Entre 2013 et 2022, 69 % des armes importées en Israël provenaient des Etats-Unis, selon le Sipri, qui fait autorité en la matière. Ces importations sont en partie financées par les 3,3 milliards de dollars d'aide militaire que Washington alloue annuellement à l'Etat hébreu (...) Les Etats-Unis autorisent par ailleurs l'armée israélienne à puiser dans l'arsenal qu'ils stockent sur place pour éviter d'avoir à l'acheminer en cas de conflit armé dans la région. Ces cessions permettent à Washington de se passer de l'aval du Congrès. (...) Depuis les années 1960, l'administration américaine fait en sorte que l'Etat hébreu dispose d'un "avantage militaire qualitatif" (Qualitative Military Edge) sur ses voisins et les acteurs non étatiques de cette zone ». Cf. [https://www.lemonde.fr/international/article/2024/03/22/israel-qui-sont-ses-principaux-fournisseurs-d-armes\\_6223600\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2024/03/22/israel-qui-sont-ses-principaux-fournisseurs-d-armes_6223600_3210.html). Concernant les autres fournisseurs d'armes d'Israël, cf. infra note 55.

<sup>4</sup> *Capitalisme blanc* : si l'expression est historiquement une tautologie, puisque le capitalisme est né blanc, dans les conditions de la mondialisation néolibérale accomplie elle rend pensable un engagement de type suprémaciste des forces capitalistes façonnées dans le creuset de la blancheur. Que des engagements de ce type soient conduits par des personnes blanches ou noires ne fait aucune différence, et en ce sens, on peut bien dire que la blancheur est une mentalité (cf. les écrits de Frantz Fanon et d'Edward Said notamment) et une politique. Ceci étant, le capitalisme blanc intègre toutes les personnes, entreprises et Etats qui sont au titre d'un double privilège de race et de classe étagés selon l'axe vertical de domination du *nomos* terrestre propre à ce creuset de cooptation.

<sup>5</sup> Les Etats-nations du Nord global peuvent être qualifiés d'Etats de droit oligarchique. Cf. Jacques Rancière, *La haine de la démocratie*, 2005. Rappelons d'une part que 70% des sièges des 2000 plus grandes entreprises mondiales sont réparties entre l'Amérique du Nord et l'Europe (<https://doi.org/10.4000/belgeo.18654>). D'autre part que la concentration du capital entre les mains du petit nombre ne cesse d'augmenter : en 2024, les 1 % les plus riches possèdent 48 % de tous les actifs financiers mondiaux, 7 des 10 plus grandes entreprises du monde sont dirigées par un milliardaire, etc.

<sup>6</sup> Le 29 décembre 2023, l'Afrique du Sud saisit la Cour internationale de justice, accusant Israël de génocide contre le peuple palestinien. Comme l'a écrit Elias Sanbar, « C'est la première fois qu'une nation du Sud se vêt de la mission de la défense de l'universalité des principes, du rappel, du respect et de l'application des dispositions de deux textes fondamentaux censés régir la vie du monde après 1948 : la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (9 décembre 1948) et la Déclaration universelle des droits de l'homme (10 décembre 1948). » (in « *La dernière guerre ?* », Tracts Gallimard, 2024). La CIJ publiera une première ordonnance le 26 janvier 2024 (<https://www.icj-cij.org/fr/node/203447>), une seconde le 28 mars (<https://www.icj-cij.org/fr/node/203847>). La première rappelait à Israël son devoir, en qualité de signataire de la Convention contre le génocide, de prévenir par tous les moyens nécessaires ce que la CIJ qualifie alors de « risque réel et imminent » de génocide (§74). La seconde rappelait à nouveau son devoir à l'Etat d'Israël, et le sommait de « soumettre à la Cour un rapport sur l'ensemble des mesures qu'il aura prises pour donner effet à cette ordonnance » dans un délai d'un mois (§51). Ce rapport n'a pas été

produit par Israël à ce jour. Quatre mois plus tard, le 24 juillet 2024, la CIJ a publié son avis consultatif concernant les *Conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est*, pour lequel l'Assemblée générale des Nations Unies l'avait mandatée en 2022. Elle y conclut entre autre que « la présence continue de l'État d'Israël dans le Territoire palestinien occupé est illicite » et que « l'État d'Israël est dans l'obligation de mettre fin à sa présence illicite dans le Territoire palestinien occupé dans les plus brefs délais » (<https://www.icj-cij.org/sites/default/files/case-related/186/186-20240719-pre-01-00-fr.pdf>). B. Netanyahu répondit à cet avis sur le réseau social X par ces mots, utilisant les noms bibliques pour parler de la Cisjordanie : « Le peuple juif n'est pas un occupant sur sa propre terre - ni dans notre capitale éternelle, Jérusalem, ni sur la terre de nos ancêtres en Judée et en Samarie. Aucune fausse décision de La Haye ne pourra déformer cette vérité historique, tout comme la légalité de la colonisation israélienne dans tous les territoires de notre patrie ne peut être contestée. » (<https://www.timesofisrael.com/world-court-israeli-presence-in-east-jerusalem-west-bank-is-illegal-and-must-end/>) Instrumentalisant le religieux au profit de sa politique d'expansion territoriale, le premier ministre israélien se pose en garant d'une autarcie complète de l'Etat d'Israël envers le droit et le communauté internationale.

<sup>7</sup> Les Etats disposant de l'arme nucléaire en 2024 sont, par ordre de quantité de bombes prêtes à l'emploi, la Russie, les USA, la Chine, la France, le Royaume-Uni, le Pakistan, l'Inde, Israël et la Corée du Nord. ● La question du nucléaire iranien est essentielle pour comprendre les enjeux géopolitiques du soutien des USA à Israël d'une part (le second servant au premier de tête-de-pont au Moyen-Orient afin d'asseoir son impérialisme depuis la fin des années 1960), et l'instrumentalisation du conflit israélo-palestinien par l'Iran d'autre part.

<sup>8</sup> Sur fond de lutte entre les USA et la Chine, les rivalités entre Etats ne se distribuent que partiellement selon leur appartenance aux BRICS+ (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud, Egypte, Émirats arabes unis, Éthiopie et Iran) et au G7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni), groupements qui représentent respectivement 27% et 44% du PIB mondial en 2024. ● De fait, les membres du G7 appartiennent au bassin idéologique de la blancheur (à ne pas confondre avec une quelconque homogénéité ethnique blanche sur ces territoires qui n'a bien sûr aucune réalité), tandis que les membres des BRICS+ ne partagent pas entre eux d'identité idéologique de race, de religion ou de culture. Le sujet est complexe, comme le rappelle Mónica G. Moreno Figueroa : « chaque région, zone, pays... a un projet racial particulier, et il existe différents projets raciaux dans le monde. Le racisme s'organise différemment d'un endroit à l'autre. » (*The Funambulist, Fifty Shades of White(ness)*, n°48, 2023, p. 52). Il n'en faut pas moins souligner que le capitalisme a toujours compté le racisme parmi ses procédures, quelles que soient les formes que prennent ce dernier, parce que le racisme réalise socialement la distribution inégalitaire du pouvoir de mobilisation du capital et renforce la concurrence (le sexisme est l'autre grand axe de cette réalisation, lui aussi s'organisant différemment d'un endroit à l'autre). ● L'exemple de la Chine contemporaine est parlant. Tandis que ce pays pratique un capitalisme prédateur en Afrique, on observe parallèlement une montée du racisme anti-Noir-es ces dernières années en Chine. L'ONG Human Rights Watch rapporte de nombreuses publications non modérées sur les réseaux sociaux chinois dans lesquels les Chinois-es sont présentés-es en sauveurs de personnes africaines miséreuses (<https://www.hrw.org/fr/news/2023/08/16/chine-combattre-le-racisme-anti-noirs-sur-les-reseaux-sociaux>), à contre-courant de la « solidarité anticoloniale » dont la Chine a fait la ligne de force de son *soft power*. ● B. Netanyahu s'est rapproché de l'Inde de Narendra Modi, des liens économiques entre les deux pays qui passent également par une position antimusulmane affichée.

<sup>9</sup> Le concept est de Saskia Sassen. Dans son livre *Expulsions. Brutalité et complexité dans l'économie globale*, (2014, trad. française Gallimard 2016), la sociologue et économiste néerlandaise montre comment les expulsions inhérentes au système capitaliste sont conduites par ce qu'elle appelle des formations prédatrices : « Ce qui veut dire que ces expulsions ne sont pas simplement le résultat d'une décision ou d'une action d'un individu, d'une entreprise ou d'un gouvernement. Certes, de telles décisions et actions importent, mais elles font partie d'assemblages plus vastes d'éléments, de conditions et de dynamiques se renforçant mutuellement. (...) Il y a bien, à chaque étape de ce processus, des décisions qui font date, mais elles sont prises dans le réseau serré d'une logique systémique. (...) C'est ce type de logique prédatrice, insérée dans un assemblage d'éléments divers, chacun n'étant qu'une partie d'un domaine institutionnel plus vaste, qui caractérise l'essentiel de notre époque. » (pp. 107-109)

<sup>10</sup> Gilles Deleuze et Félix Guattari écrivaient dans *Mille Plateaux*, en 1980 : « Cependant, les conditions mêmes de la machine de guerre d'Etat ou de Monde, c'est-à-dire le capital constant (ressources et matériel) et le capital variable humain, ne cessent de recréer les possibilités de ripostes inattendues, d'initiatives imprévues qui déterminent des machines mutantes, minoritaires, populaires, révolutionnaires. [...] La machine de guerre ne se définit pas

uniformément, et comporte autre chose que des quantités de force en accroissement. Nous avons essayé de définir deux pôles de la machine de guerre : *d'après l'un*, elle prend la guerre pour objet, et forme une ligne de destruction prolongeable jusqu'aux limites de l'univers. [...] elle ne représente pas l'essence de la machine de guerre, mais seulement, quelle qu'en soit la puissance, l'ensemble des conditions sous lesquelles les Etats s'approprient cette machine, quitte à la projeter enfin comme l'horizon du monde, ou l'ordre dominant dont les Etats eux-mêmes ne sont plus que des parties. *L'autre pôle* nous semblait être celui de l'essence, lorsque la machine de guerre, avec des « quantités » infiniment moindre, a pour objet, non pas la guerre, mais le tracé d'une ligne de fuite créatrice, la composition d'un espace lisse et du mouvement des hommes dans cet espace. Suivant cet autre pôle, la guerre est bien rencontrée par cette machine, mais comme son objet synthétique et supplémentaire, alors dirigé contre l'Etat, et contre l'axiomatique mondiale exprimée par les Etats. » (ch. 12, p. 526) Le premier pôle est à rapprocher de leur notion de *ligne de mort*, ainsi que de la notion de *nécropolitique* développée par Achille Mbembé. C'est dans son essai publié en 2006 que ce dernier pose les bases de cette notion : « l'expression ultime de la souveraineté réside largement dans le pouvoir et la capacité de dire qui pourra vivre et qui doit mourir. Faire mourir ou laisser vivre constituent donc les limites de la souveraineté, ses principaux attributs. Être souverain c'est exercer son contrôle sur la mortalité et définir la vie comme le déploiement et la manifestation du pouvoir. » (<https://shs.cairn.info/revue-raisons-politiques-2006-1-page-29>) Cf. infra note 68.

<sup>11</sup> Concernant les attaques terroristes via pagers et talkie-walkie, cf. infra note 96.

<sup>12</sup> La chronologie des agressions d'Israël contre le Liban est longue : 1948 (attaques contre le sud du Liban), 1968 (attaques contre le sud du Liban et attaque de l'aéroport de Beyrouth), 1973 (attaque israélienne contre les camps de Nahr el Bared et Beddaoui au Liban Nord), 1976 (raid israélien en plein Beyrouth), 1978 (invasion du territoire libanais sur 700km<sup>2</sup>), 1982 (siège de Beyrouth, massacre de Sabra et Chatila), 1996 (opération « Raisins de la colère »), 2006 (nouvelle invasion), 2024.

<sup>13</sup> Le président américain Donald Trump est l'un des acteurs importants de cette alliance au cours des dix dernières années. Après avoir reconnu fin 2017 Jérusalem comme la capitale de l'Etat d'Israël, Trump y a fait déplacer l'ambassade américaine en mai 2018 (au vu de la Loi Israël à la Knesset approuvée en juillet 2018, il semble évident que ces actions étaient coordonnées). Au cours de l'année 2020, Trump obtient la signature d'accords de paix et de coopération, dits « accords d'Abraham » (du nom de l'ancêtre commun des religions juive et musulmane), entre Israël et les Emirats Arabes Unis (EAU) d'une part, et entre Israël et le Bahreïn d'autre part. Il est à noter qu'aucun de ces régimes n'est une démocratie, mais des monarchies et des dictatures. Ces accords seront suivis l'année suivante d'accords de normalisation des relations diplomatiques entre Israël et le Soudan ainsi qu'entre Israël et le Maroc. En 2022, Israël et les EAU signent un accord de libre-échange. » • La résolution du conflit israélo-palestinien était soi-disant à l'ordre du jour, mais le texte des accords d'Abraham est à la fois plus restreint et plus étendu : « Conformément aux accords d'Abraham, les parties sont prêtes à s'associer aux États-Unis pour élaborer et lancer un « programme stratégique pour le Moyen-Orient » afin de développer la coopération régionale dans les domaines de la diplomatie, du commerce, de la stabilité et dans d'autres domaines. Elles s'engagent à travailler ensemble, ainsi qu'avec les États-Unis et d'autres, le cas échéant, afin de faire avancer la cause de la paix, de la stabilité et de la prospérité dans les relations entre elles et pour le Moyen-Orient dans son ensemble, notamment en cherchant à faire progresser la sécurité et la stabilité régionales, en recherchant des opportunités économiques régionales, en promouvant une culture de la paix dans toute la région et en envisageant des programmes d'aide et de développement conjoints. » (Art. 7, cf.

<https://web.archive.org/web/20200915220017/https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/abraham-agreements-peace-agreement-treaty-of-peace-diplomatic-relations-and-full-normalization-between-the-united-arab-emirates-and-the-state-of-israel/>) Nulle mention n'y est faite d'un Etat palestinien, ni du peuple palestinien. Tout semble converger plutôt vers une évacuation programmée de la « question palestinienne » au profit de la normalisation des relations entre ces anciens ennemis, et d'un accroissement des relations commerciales et financière dans cette zone de libre-échange sous la gouverne des USA.

<sup>14</sup> Benjamin Netanyahu, le Premier ministre israélien, est fils et petit-fils de sionistes révisionnistes, mouvance qui prône des politiques libérales et nationalistes en parallèle d'une action paramilitaire visant à établir l'Etat d'Israël sur l'entier du territoire de la Palestine. Ayant étudié au MIT et à Harvard, ses liens avec les USA sont essentiels. De retour en Israël, il devient député à la Knesset en 1988, puis une première fois premier ministre de 1996 à 1999. Il redevient premier ministre de 2009 à 2013, puis à nouveau de 2013 à 2015, de 2015 à 2020, puis de 2020 jusqu'à ce jour, s'associant toujours plus étroitement avec l'extrême-droite religieuse et nationaliste d'Israël. Ses politiques ont

eu vite fait d'enterrer les accords d'Oslo et d'accélérer la colonisation des territoires occupés. ● En 2015, il a usé d'un mensonge historique pour accuser les Palestiniens d'être responsables de la *solution finale* : d'après l'histoire inventée de toute pièce par Netanyahu, c'est le Muphti Haj Amin al-Husseini qui aurait suggéré la solution finale à Hitler en 1941 : « Hitler ne voulait pas à l'époque exterminer les juifs, il voulait expulser les juifs. Et Haj Amin al-Husseini est allé voir Hitler en disant : "Si vous les expulsez, ils viendront tous ici." "Que dois-je faire d'eux ?", demanda Hitler. Il a répondu : "Brûlez-les." » (<https://www.theguardian.com/world/2015/oct/21/netanyahu-under-fire-for-palestinian-grand-mufti-holocaust-claim>).

<sup>15</sup> « Il n'y aura ni électricité, ni nourriture, ni carburant - tout sera coupé. Nous combattons des animaux humains et nous agissons en conséquence » - Yoav Gallant, ministre de la Défense, 9 octobre 2023. ■ « Seule une explosion qui secoue le Moyen-Orient rétablira la dignité, la force et la sécurité de ce pays ! Il est temps d'embrasser l'apocalypse. Ne pas détruire juste un quartier. Écraser et anéantir Gaza. Sinon, nous n'avons rien fait. Pas avec des slogans mais avec des bombes percutantes. Sans pitié ! Sans pitié ! » - Tali Gotlib, député de la Knesset et membre du Likoud, 12 octobre 2023. ■ « Nous nous battons avec toute notre force contre ces bêtes sauvages, nous les détruisons et les effaçons de la surface de la Terre » - Benjamin Netanyahou, Premier ministre, 12 octobre 2023. ■ « Je pense que dans cette guerre, il ne faut pas permettre l'aide humanitaire. Il faut leur dire : jusqu'à ce que [les otages] soient libérés, vous pouvez crever de faim. C'est complètement légitime. » - Yair Golan, chef du parti travailliste, 13 octobre 2023. ■ « C'est toute une nation qui est responsable. La rhétorique sur les citoyens qui ne sont pas impliqués, qui ne sont pas au courant, est absolument fausse » - Isaac Herzog, Président de l'État, 13 octobre 2023. ■ « Le nord de Gaza est plus beau que jamais. Tout faire exploser et tout aplatir est un régal pour les yeux. Nous allons distribuer des parcelles à tous ceux qui se sont battus pour Gaza, et aux expulsés de Gush Katif. » - Amichai Eliyahu, Ministre du Patrimoine, 1er novembre 2023. ■ « Une bombe atomique sur Gaza est une possibilité dans cette guerre. Nous n'aurions pas aidé les nazis non plus. Il n'y a pas de non-impliqués à Gaza. » - Amichai Eliyahu, Ministre du Patrimoine, 5 novembre 2023. ■ « Nous sommes maintenant en train d'effectuer la Nakba de Gaza » - Avi Dichter, ministre de l'Agriculture 12 novembre 2023. ■ « Il n'y a pas d'innocents à Gaza. Gaza est un nid de terroristes » - Avigdor Liberman, ancien ministre des Affaires étrangères et chef du parti Israel Beytenou, 3 décembre 2023. ■ « Gaza doit être brûlée. Il n'y a plus d'innocents là-bas, ceux qui restent doivent être éliminés. » - Nissim Vaturi, député de la Knesset et membre du Likoud, 10 janvier 2024. ■ « Il n'y a pas de travail à moitié fait. Rafah, Deir al-Balah, Nousseirat - destruction totale. » - Bezalel Smotrich, ministre des Finances, début mai 2024. ■ « Personne ne nous permettra de laisser mourir de faim 2 millions de citoyens, même si cela peut sembler juste et moral tant que nos otages ne sont pas libérés. » - Bezalel Smotrich, 5 août 2024. ● Pour d'autres exemples, la plateforme *Law for Palestine* a répertorié plus de 500 instances d'appel au génocide durant les premiers mois de la guerre d'Israël contre Gaza : <https://law4palestine.org/law-for-palestine-releases-database-with-500-instances-of-israeli-incitement-to-genocide-continuously-updated/>.

<sup>16</sup> Concernant les personnes tuées et blessées avant le 7 octobre 2023, cf. l'Office de l'ONU pour la coordination des affaires humanitaires, <https://www.ochaopt.org/data/casualties>. Entre 2008 et 2023, 7'002 Palestinien-nes ont été tué-es et 158'632 blessé-es ; 338 Israélien-nes ont été tué-es et 6'465 blessé-es.

<sup>17</sup> Ben Gourion déclarait à l'Exécutif de l'Agence juive en juin 1938 : « Je suis pour le transfert forcé. Je ne vois rien là d'immoral. » (cité par I. Pappé, *Le nettoyage ethnique de la Palestine*, éd. Fayard, 2007, p. 6). Durant l'automne 1947, alors que la Commission spéciale de l'ONU sur la Palestine (UNSCOP) est en train d'adopter le projet de partition qui sera soumis et adopté par l'AG de l'ONU le 29 novembre 1947 et que les différents pays arabes voisins font entendre leur opposition à un tel plan, Ben Gourion déclare, le 7 octobre déjà au Conseil consultatif (son cercle rapproché), que, étant donné le refus arabe de coopérer avec l'ONU « il n'existe aucune limite territoriale au futur État Juif ». (*Ibid.*, p. 61 – la note précise que la citation est tirée du Journal de Ben Gourion, en date du 7 octobre 1947). Dit autrement, les frontières en seraient déterminées par la force et non par la résolution de partition (*ibid.*, p. 60). Ces propos soulignent combien Ben Gourion, dès avant l'adoption du plan de partition par l'ONU, ne se considère nullement engagé par les limites territoriales du plan que l'AG de l'ONU adoptera le 29 novembre ; et que tout ce qu'il en attend est la reconnaissance internationale de la légalité de l'État d'Israël en Palestine. Au passage, on en conclura aussi que la stratégie de non-reconnaissance de limites territoriales déterminées définit la conduite de l'État d'Israël depuis sa fondation. À cette détermination par Ben Gourion et son cercle proche d'occuper toute la Palestine mandataire – moins l'actuelle Cisjordanie, cédée à la Jordanie en échange de son abstention à entrer en guerre (cf. *ibid.*, p. 69, 160) –, s'ajoute celle de parvenir à un territoire aussi purement juif que possible. Ben Gourion déclare ouvertement devant le Mapai (Parti des ouvriers d'Eretz Israël), le 3 décembre 1947, que le taux de 80% de

Juifs est le minimum pour la viabilité de l'État juif à venir. Un mois auparavant, devant l'exécutif de l'Agence juive il avait déclaré que des Palestiniens à l'intérieur de l'État juif pourraient constituer une cinquième colonne et que face à cette menace, « on peut soit les arrêter en masse, soit les expulser ; mieux vaut les expulser » (*Ibid.*, p. 75). C'est sur cet arrière-plan que s'édifie, progressivement mais rapidement, le plan Daleth de nettoyage ethnique dont la ligne directrice est adoptée dès décembre 1947, avec les premières actions visant ouvertement à chasser les populations palestiniennes, sans aucune provocation ou menace préalables de leur part (cf. *ibid.*, p. 84 s.). Dès ce moment, les Britanniques, encore puissance mandataire et à ce titre en charge du maintien de l'ordre, cessent de remplir leur rôle ; ils laissent faire les violences des forces juives envers les populations palestiniennes, violences qui vont aller crescendo. Selon I. Pappé, c'est au cours du « Long séminaire » du Conseil consultatif, tenu du 31 décembre 1947 au 2 janvier 1948 au domicile privé de Ben Gourion que, notamment sous l'impulsion de Yossef Weitz, fut définitivement adopté le principe de la *désarabisation* systématique et maximale des territoires appelés à être sous contrôle du futur État juif, ce qui sera connu sous le nom de *Plan Daleth* (cf. *ibid.*, p. 92 s. ; plus largement, on recommande la lecture du ch. 4 en entier, « Finalisation d'un plan directeur », p. 64-119).

<sup>18</sup> Les déplacements forcés à l'intérieur de la bande de Gaza ont été incessants depuis le début de l'offensive israélienne ; en juillet 2024, ils concernent 80% de la population palestinienne. Voir notamment l'étude de Forensic Architecture, <https://forensic-architecture.org/investigation/humanitarian-violence-in-gaza>. ● Selon des estimations, 2,1 millions de Palestiniens vivent à Gaza (2024), 2,9 millions en Cisjordanie (2021), 362'000 à Jérusalem Est (2020). Le nombre de personnes réfugiées dépasse quant à lui les 6 millions, répartis dans les pays voisins (Jordanie, Liban, Syrie, Egypte). ● Depuis la Nakba – l'exode palestinien provoqué par l'offensive israélienne de 1948 – la stratégie israélienne est restée la même : chasser les Palestiniens de leurs terres soit par l'usage direct de la violence, soit par diverses techniques d'asphyxie sociale, politique, commerciale, alimentaire. ● Le concept de *dé-développement* forgé par Sarah Roy (dans son ouvrage *The Gaza Strip: The Political Economy of De-development*, 1995, <https://www.jstor.org/stable/2536651>) permet d'approcher la réalité du terrain à Gaza et dans la Cisjordanie occupée. Toute activité y est subordonnée au bon vouloir et aux standards israéliens, du commerce aux infrastructures, rendant non seulement impossible le développement de la société palestinienne mais l'asphyxiant de plus en plus : « désindustrialisation, sous-investissement patent dans les infrastructures, concentration et déséquilibre des échanges avec Israël, incapacité chronique à créer des emplois », comme l'a montré aussi Olivia Elias en 2013 (<https://www.iris-france.org/note-de-lecture/le-de-développement-economique-de-la-palestine/>).

<sup>19</sup> Lire notamment le rapport d'Amnesty International, 2022, <https://www.amnesty.ch/fr/pays/moyen-orient-afrique-du-nord/israel-et-territoires-occupes/docs/2022/apartheid-israelien-envers-le-peuple-palestinien/israels-apartheid-against-palestinians-cruel-system-of-domination-and-crime-against-humanity-2013-report-pdf-280-pages.pdf>. ● Le Rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967, Michael Lynk, qualifie lui aussi d'apartheid ce régime d'occupation dans son rapport de 2022, <https://www.ohchr.org/fr/press-releases/2022/03/special-rapporteur-situation-human-rights-occupied-palestinian-territories>.

<sup>20</sup> La colonisation israélienne de la Cisjordanie et de Jérusalem Est s'est accélérée au cours des dernières années. Le rapport du Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme « fait état de 24'300 nouveaux logements israéliens en Cisjordanie occupée au cours de l'année qui s'achève en octobre 2023. (...) il s'agit du chiffre le plus élevé jamais enregistré depuis le début de la surveillance en 2017. Dans un rapport au Conseil des droits de l'homme, M. Türk a déclaré que l'établissement et l'expansion continue des colonies équivalent au transfert par Israël de sa propre population civile dans les territoires qu'il occupe, ce qui constitue un crime de guerre en vertu du droit international. » (<https://news.un.org/fr/story/2024/03/1143832>) ● Visionscarto qui réunit des géographes militant-es a produit une carte de la matrice de l'occupation israélienne de la Cisjordanie, cf. <https://www.visionscarto.net/matrice-occupation-israelienne>, juin 2021.

<sup>21</sup> Sur l'écocide à Gaza, cf. <https://forensic-architecture.org/investigation/ecocide-in-gaza>. ● Sur la destruction des terres cultivées : « Environ 41 % de la superficie totale de la bande de Gaza est couverte par des terres cultivées, selon des estimations récentes de la FAO. Toutefois, 57 % de ces terres cultivées, qui jouent un rôle essentiel dans le maintien de la sécurité alimentaire, ont été endommagées par le conflit en cours dans la bande de Gaza en mai 2024. » (<https://www.unitar.org/about/news-stories/press/unosat-and-fao-reveal-substantial-increase-damage-gazas-cropland-amid-ongoing-conflict>). ● Des attaques au phosphore blanc sont menées par l'armée israélienne dans le Sud Liban, visant à provoquer des dommages humains et environnementaux, impliquant la destruction de la fertilité des terres (<https://www.amnesty.ch/fr/pays/moyen-orient-afrique-du-nord/israel-et-territoires->

[occupes/docs/2023/du-phosphore-blanc-utilise-par-israel-dans-le-sud-liban](#)). ● Si les liens entre guerres et écocides sont anciens, la deuxième moitié du 20<sup>ème</sup> siècle a clairement établi qu'il n'est pas possible de défendre les droits humains sans défendre en même temps les droits de la nature. Et cependant : « Théorisé durant la guerre du Vietnam par un groupe de scientifiques en vue de dénoncer la destruction environnementale provoquée par l'épandage de puissants défoliants par l'armée américaine sur les forêts du pays [en 10 ans, l'agent orange a détruit 20% des forêts du sud du Vietnam], l'écocide multiplie les rencontres avec les institutions internationales dès les années 1970, mais sans qu'aucune ne se solde par son incrimination en droit positif. » (<https://shs.cairn.info/revue-droit-et-societe-2022-3-page-643>, 2022). ● Le domaine du *big data* ouvert par l'informatique est avide de ressources issues de matérialités sur lesquelles reposent à leur tour le domaine du vivant. Il est inévitable que le *big data* soit biophage, de manière directe et indirecte. Or, en tant que l'informatique est la clé de voûte de la financiarisation du capitalisme (depuis les années 1980 environ), plus le système financier est en crise, plus la nécessité d'exercer la mort deviendrait vorace : chercher la solution aux problèmes du capitalisme par la virtualisation des flux financiers est dès lors un suicide annoncé. Une récente étude publiée par The Guardian indique que la consommation en électricité des *data centers* – qui grossit de manière exponentielle avec le développement des IA – est largement sous-évalué, de même que les émissions de CO2 des GAFAM (de 662%, <https://www.theguardian.com/technology/2024/sep/15/data-center-gas-emissions-tech>). ● Sur la relation entre nouvelles technologies, extractivisme et écocide, de nombreuses pistes dans cet interview d'Aurore Stéphan en 2022, <https://www.youtube.com/watch?v=xx3PsG2mr-Y>.

<sup>22</sup> « Le récent conflit dans la bande de Gaza a produit un volume de débris 14 fois supérieur au total combiné de tous les conflits des 16 dernières années. (...) La dernière évaluation des dommages aux bâtiments de l'UNOSAT, basée sur l'imagerie satellite du 6 juillet 2024 et sur les empreintes de bâtiments mises à jour en mai 2023, révèle que 151 265 structures ont été touchées dans la bande de Gaza. Parmi elles, 30 % ont été détruites, 12 % gravement endommagées, 36 % modérément endommagées et 20 % probablement endommagées, ce qui représente environ 63 % de l'ensemble des structures de la région. » (<https://www.unitar.org/about/news-stories/news/gaza-debris-generated-current-conflict-14-times-more-combined-sum-all-debris-generated-other>) ● Achille Mbembé l'écrit à propos de l'occupation coloniale de la Palestine : « Cette précision est combinée avec les tactiques de siège médiéval adaptées au réseau étendu des camps de réfugiés urbains. Un sabotage orchestré et systématique du réseau d'infrastructure sociétal et urbain de l'ennemi complète l'appropriation de la terre, de l'eau et des ressources de l'espace aérien. Déterminant dans ces techniques de mise hors de combat de l'ennemi : passer au bulldozer ; démolir maisons et villes ; déraciner les oliviers ; cribler les citernes de balles ; bombarder et brouiller les communications électroniques ; défoncer les routes ; détruire les transformateurs électriques ; dévaster les pistes d'aéroports ; mettre hors d'état les émetteurs de télévision et radio ; briser les ordinateurs ; saccager les symboles culturels et politico-bureaucratiques du proto-État palestinien ; piller l'équipement médical. En d'autres termes, mener une *guerre infrastructurelle*. » (*Nécropolitique*, 2006, p. 46, cf. <https://shs.cairn.info/revue-raisons-politiques-2006-1-page-29>)

<sup>23</sup> Concernant les exécutions, rappelons les assassinats des membres du Hamas Saleh al-Aroui à Beyrouth (2.1.2024) et d'Ismail Haniyeh à Téhéran (31.7.2024), ainsi que les attaques par pagers et walkie-talkies des 17 et 18 septembre 2024 (cf. infra note 96). ● Concernant les exécutions extra-légales de soldat-es comme de civil-es palestinien-nes dans des prisons israéliennes, dans des hôpitaux ou dans les rues, elles sont légions. « Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, les forces israéliennes ont tué 493 Palestinien-ne-s, principalement des civil-es, lors d'opérations contre des groupes armés à Jénine et à Naplouse. Plus de 12 500 personnes ont été blessées. » (cf. Rapport Amnesty International 2023, <https://www.amnesty.org/fr/location/middle-east-and-north-africa/middle-east/israel-and-the-occupied-palestinian-territory/report-israel-and-the-occupied-palestinian-territory/>)

<sup>24</sup> D'après l'ONU, « Certains détenus ont déclaré que des chiens avaient été lâchés sur eux, d'autres qu'ils avaient été soumis à la torture par l'eau, ou que leurs mains avaient été attachées et qu'ils avaient été suspendus au plafond. Au moins 53 détenus palestiniens sont morts dans des installations militaires et des prisons israéliennes depuis le 7 octobre. » (<https://news.un.org/fr/story/2024/07/1147531>, 31.7.2024) ● Lire l'article paru sur Electronic Intifada, en anglais : <https://electronicintifada.net/content/rape-torture-and-murder-inside-israels-concentration-camps/48386>, 13.9.2024.

<sup>25</sup> Lire notamment les témoignages rapportés par le journal Haaretz en avril 2024 (<https://www.haaretz.com/israel-news/twilight-zone/2024-04-28/ty-article-magazine/.premium/palestinian-released-from-israeli-prison-describes-beatings-sexual-abuse-and-torture/0000018f-15e9-d2e1-a7df-15efb6590000>), les conclusions de la Commission d'enquête de l'ONU sur les territoires palestiniens occupés en juin 2024

(<https://www.ohchr.org/en/news/2024/06/commission-inquiry-occupied-palestinian-territory-concludes-israeli-authorities-and>) et l'alerte lancée par la Représentante spéciale sur les violences sexuelles dans les conflits en septembre 2024 (<https://www.un.org/sexualviolenceinconflict/press-release/un-special-representative-on-sexual-violence-in-conflict-ms-pramila-patten-expresses-serious-concerns-over-reported-instances-of-rape-and-other-forms-of-sexual-violence-against-palestinian-detainee/>). ● Contrairement à Gaza et aux prisons israéliennes difficiles si ce n'est impossible d'accès, des enquêtes approfondies de l'ONU ont confirmé que des crimes sexuels ont été commis contre des Israélien-nes lors de l'attaque du Hamas le 7 octobre, cf. notamment <https://press.un.org/fr/2024/cs15621.doc.htm> (11.3.2024). ● D'autres supposés crimes commis par le Hamas se sont avérés être de pures inventions de la propagande israélienne. Israël a dépensé des millions depuis le 7 octobre pour publier sur les réseaux sociaux, sur Youtube et sur des plateformes de jeux en ligne des messages justifiant sa guerre contre Gaza ([https://www.liberation.fr/checknews/comment-israel-a-payé-plusieurs-millions-de-dollars-pour-inonder-les-internautes-francais-de-publicites-anti-hamas-20231025\\_AQJ66U4CXRABLK4TWNNICUMPW4/](https://www.liberation.fr/checknews/comment-israel-a-payé-plusieurs-millions-de-dollars-pour-inonder-les-internautes-francais-de-publicites-anti-hamas-20231025_AQJ66U4CXRABLK4TWNNICUMPW4/), 25.10.2023).

<sup>26</sup> Le plus connu des camps de détention israéliens est celui de Sde Teiman dans le désert du Néguev, lire par exemple <https://www.lorientlejour.com/article/1424754/torture-ce-que-les-emeutes-de-sde-teiman-disent-de-letat-de-la-societe-israelienne.html> (24.8.2024) ainsi que ce communiqué d'Amnesty International : <https://www.amnesty.ch/fr/pays/moyen-orient-afrique-du-nord/israel-et-territoires-occupes/docs/2024/les-detentions-au-secret-et-tortures-massives-de-palestiniens-doivent-cesser> (19.7.2024).

<sup>27</sup> « En juillet 2024, l'ONG Addameer dénombrait 9700 prisonniers politiques palestiniens dont 79 femmes, 250 mineurs, douze députés du Conseil législatif palestinien dont Marwan Barghouti, 3380 prisonniers administratif, 300 prisonniers de Jérusalem-Est et 200 prisonniers palestiniens d'Israël. 561 prisonniers purgeaient des peines de prison à perpétuité. » (<https://plateforme-palestine.org/Prisonniers-les-chiffres-cles>, 14.8.2024). Par « prisonniers administratifs » on entend des personnes qui sont détenues sans charge et sans procès.

<sup>28</sup> Les opposant-es israélien-nes au gouvernement de B. Netanyahu sont pourtant nombreux-ses. Début 2023, des manifestations ont lieu pour protester contre le projet de réforme de la constitution voulu par le premier ministre et visant notamment à limiter le pouvoir de la Cour suprême. Le 25 mars, 630'000 personnes participent aux rassemblements (la répression fait de nombreux-ses blessés-es), mais avec 64 députés sur 120 à la Knesset, le gouvernement de Netanyahu est inamovible. L'attaque du Hamas du 7 octobre 2023 a provoqué un ralliement national de la population israélienne. Onze mois plus tard, les manifestations début septembre 2024 qui ont rassemblé entre 500'000 et 800'000 personnes dans les rues des villes d'Israël, visaient un cessez-le-feu en vue de la libération des otages israéliens, non un arrêt de la guerre, ni de la colonisation et de l'apartheid. ● La guerre contre la Hamas – et contre Gaza – est donc très largement soutenue parmi la population d'Israël, ce que viennent confirmer les nombreuses vidéos qui ont été publiées montrant des personnalités médiatiques et politiques israéliennes promouvant le génocide des Palestiniens sans aucune honte ni aucun filtre. Lire par exemple : <https://www.middleeasteye.net/news/israeli-podcast-hosts-call-erase-every-living-being-gaza-and-west-bank> (4.9.2024) et <https://www.middleeasteye.net/news/majority-israelis-want-censorship-social-media-posts-sympathetic-gazas-civilians> (5.9.2024). ● Des opposant-es israélien-nes au génocide et au gouvernement Netanyahu existent bel et bien. Il ne s'agit pas seulement de citoyen-nes palestinien-nes d'Israël, mais également de citoyen-nes juif-ves. Leur répression par le gouvernement s'est intensifiée après le 7 octobre : licenciements, suspensions, détentions illégales, interdictions de manifester, censure (<https://www.adalah.org/en/content/view/10925>, 23.10.2023, et <https://www.newarab.com/news/israel-cracks-down-anti-war-jewish-israelis-palestinians>, 20.11.2023). ● Des témoignages ont aussi émergé durant le premier mois de la guerre de citoyen-nes juif-ves israélien-nes opposés-es à la guerre se faisant persécuter par d'autres citoyen-nes juif-ves israélien-nes les accusant de trahison. ● La répression a également touché les Haredim, groupe ultra-orthodoxe juif qui compte pour 13% de la population israélienne. Après que le gouvernement Netanyahu ait révoqué leur exemption de service militaire et leur ait envoyé des avis d'enrôlement, les Haredim ont manifesté leur désaccord. Une vidéo a notamment circulé d'un passage à tabac par les forces de police. Cf. <https://fr.timesofisrael.com/seuls-48-des-900-haredim-ayant-recu-un-ordre-denrolement-se-sont-presentes-tsahal/>, et <https://fr.timesofisrael.com/beit-shemesh-des-policiers-filmes-en-train-de-frapper-des-manifestants-haredim/>.

<sup>29</sup> En mai 2024, le procureur de la Cour pénale internationale déposait une requête de mandat d'arrêt contre Benjamin Netanyahu et son ministre de la Défense, Yoav Gallant, pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité présumés, ainsi que contre trois dirigeants du Hamas. Le président des USA, Joe Biden, s'était empressé de trouver

« scandaleux » que de tels mandats soient requis contre les dirigeants israéliens. Ces mandats n'ont toujours pas été délivrés au moment où nous écrivons ces lignes, début octobre 2024.

<sup>30</sup> Pour rappel, le sionisme est un mouvement national-religieux auquel n'adhère qu'une partie des personnes de confession juive. Le sionisme se réclame d'un mythe du futur : la Terre promise, située de manière approximative – et métaphorique – sur le territoire de la Palestine. La dimension nationaliste exclusiviste de ce projet politique colonial n'en est que plus évidente, et plus violente. Portant l'héritage de l'impérialisme et des nationalismes des 19<sup>ème</sup> et 20<sup>ème</sup> siècle, le sionisme doit son existence au soutien occidental. Il paraît évident aujourd'hui que l'instrumentalisation du religieux par le gouvernement suprémaciste de Netanyahu est par ailleurs la cause d'une crise majeure au sein du judaïsme. Voir par exemple *Jewish Voice for Peace*, <https://www.jewishvoiceforpeace.org/>.

<sup>31</sup> Les articles et analyses sur le pouvoir de l'AIPAC (American Israel Public Affairs Committee) aux USA ne manquent pas. Cf. notamment l'article de John Mearsheimer et Stephen Walt, *The Israel Lobby and U.S. Foreign Policy*, 2006 (<https://research.hks.harvard.edu/publications/getFile.aspx?id=209>) et cette vidéo du journaliste Mehdi Assan, [https://www.youtube.com/watch?v=kz\\_nknXHUEw](https://www.youtube.com/watch?v=kz_nknXHUEw) (Zeteo, 21.6.2024). ● À propos de la hasbara, cf. infra note 57.

<sup>32</sup> On rappellera que l'Etat israélien colonial a été fondé sur les ruines de la Palestine sous mandat britannique au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale et sous l'effet du trauma de la Shoah ; que le mandat confié au Royaume-Uni, au sortir de la Première Guerre mondiale et de la chute concomitante de l'Empire ottoman, consistait en l'établissement d'un « foyer juif en Palestine » ; que, en dépit des assurances données, la puissance mandataire a largement favorisé l'implantation de Juif-ves en Palestine au détriment des populations indigènes ; que, au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, le sentiment de culpabilité découlant de la Shoah aidant, les Etats fondateurs de l'ONU – alors club des grandes nations d'origine européenne pour l'essentiel – accordent 55% du territoire de la Palestine mandataire au futur Etat d'Israël, alors que la population juive qui y réside représente un tiers de ses habitants ; que saisissant le prétexte du refus arabe de ce plan de partage, et organisées militairement, les forces juives entreprennent un forcing meurtrier pour chasser le plus grand nombre possible d'indigènes du territoire que leur attribue l'ONU et pour conquérir des portions de territoire additionnelles, jusqu'à atteindre 72% au moment de la cessation des hostilités associées à la fondation d'Israël en mai 1948 (cf. Ilan Pappé, *Le nettoyage ethnique de la Palestine*, Fayard, 2008).

<sup>33</sup> Comme les populations autochtones d'Amérique du Nord et d'Australie, si rien ne change on peut sans peine imaginer que celles et ceux qui survivront seront à terme isolés et oubliés dans des réserves. ● Autour de la date 1492, qui n'est pas celle de la « découverte de l'Amérique par Christophe Colomb » mais celle du début des invasions et de la colonisation européennes des Amériques, il vaut la peine de se pencher sur la bulle *Inter Caetera* du pape Alexandre VI qui, en 1493, consacre le « partage du monde » entre Espagnols et Portugais – un partage impérialiste qui se reproduira au cours des siècles suivants avec ou sans le soutien de la papauté.

<sup>34</sup> Le Dow Jones U.S. Select Aerospace & Defense Index. Pour donner une perspective, cet indice a enregistré une hausse de 10,88% sur les dix dernières années. Cf. <https://www.spglobal.com/spdji/en/indices/equity/dow-jones-us-select-aerospace-defense-index/#overview>, 25.9.2024. ● La croissance record enregistrée dans la vente d'armes des USA en 2023 s'explique d'abord par la guerre de la Russie contre l'Ukraine : les USA ont vendu cette année-là pour 1'729 millions de dollars d'armes à l'Ukraine, 1'063 millions au Japon, 942 millions à l'Arabie Saoudite, 887 millions au Qatar, 634 millions à la Pologne, 498 millions aux EAU, 494 millions au Royaume-Uni, 468 millions à l'Italie, 453 millions à Israël. À noter que le Royaume-Uni et l'Italie sont également des pourvoyeurs d'armement de l'Etat israélien (l'Italie a suspendu ses ventes à Israël à la suite du 7 octobre). Ces ventes reflètent les alliances géostratégiques de la première puissance militaire mondiale.

<sup>35</sup> Sur la verticalité dans le contrôle exercé par Israël sur les Palestinien-nes, cf. Eyal Weizman, *The Politics of Verticality*, 2002, URL: [https://www.opendemocracy.net/en/article\\_801jsp/](https://www.opendemocracy.net/en/article_801jsp/) ● Sur la verticalité techno-politique, Paul Virilio écrivait en 1995 dans *La Vitesse de libération* : « Rompre progressivement toute résistance, toute dépendance locale, faire capituler l'opposition de la durée et de l'étendue, non seulement de l'horizon terrestre mais de l'altitude circumterrestre de notre satellite naturel, voilà bien le but désormais atteint par des sciences et des techniques humaines ; briser l'écart, faire cesser le scandale de l'intervalle d'espace ou de temps qui séparait de manière intolérable, l'homme de son objectif, tout cela est en passe d'être accompli, mais à quel prix ? Sinon celui qui rend pitoyable, définitivement pitoyables, non seulement les pays traversés dans une indifférence quasi-générale, mais le Monde, *l'Espace-Monde*. » (p. 148) Ce que la technique veut accomplir sur le plan de la matière, le capitalisme

veut l'accomplir sur le plan socioéconomique : que ce qui est traversé n'ait plus d'existence autre que celle du pur passage, et que ce qui s'opposerait à cette recherche de viscosité nulle soit évacué et traité comme déchet.

<sup>36</sup> On oublie trop souvent que l'Ukraine a subi historiquement la double colonisation de l'Europe occidentale et de l'empire russe, colonisation qui se poursuit aujourd'hui par d'autres moyens. Voir par exemple l'article d'Asia Bazdyrieva, *Pas de lait, pas d'amour*, 2022, URL : <https://lundi.am/Pas-de-lait-pas-d-amour>. ● Concernant le futur de l'Ukraine conditionné par les investissements du capitalisme blanc, voir par exemple le Solar Marshall Plan que d'aucuns envisagent pour l'Ukraine, ou les appétits pour le lithium, le nickel et l'aluminium du sol ukrainien. Cf. notamment <https://www.euronews.com/green/2024/06/08/solar-marshall-plan-can-ukraine-become-the-worlds-first-post-war-country-rebuilt-on-renewa>, <https://www.weforum.org/agenda/2024/07/the-future-of-critical-raw-materials-how-ukraine-plays-a-strategic-role-in-global-supply-chains/> et <https://www.intellinews.com/the-fourth-russia-green-ukraine-246374/>.

<sup>37</sup> Lire par exemple « Israel's arms and spyware: Used on Palestinians, sold to the world », 6.6.2023, <https://www.middleeasteye.net/opinion/israel-arms-industry-palestinians-guinea-pigs>. Le logiciel espion Pegasus figure en première ligne des produits de surveillance israélien vendus à l'étranger depuis son lancement en 2013. ● Après les attentats qui ont touché la France en 2016, « de nombreux responsables politiques ont érigé en modèle la gestion par Tel-Aviv des questions de sécurité », cf. <https://www.monde-diplomatique.fr/2016/10/LEVY/56434>. ● Voir aussi le projet Genocide Gentry <https://genocidegentry.org/> et No Tech for Apartheid, <https://www.notechforapartheid.com/>. ● Microsoft Azure, Amazon Web Service et Google Cloud sont en compétition pour fournir à l'Etat d'Israël et en particulier à ses forces armées des solutions de stockage de données. Cf. Y. Abraham, « 'Order from Amazon': How tech giants are storing mass data for Israel's war », <https://www.972mag.com/cloud-israeli-army-gaza-amazon-google-microsoft/>, 4.8.2024.

<sup>38</sup> L'anthropologue Ruba Salih est revenue sur l'état de siège vécu par les Gazaoui-es depuis 17 ans, sur les assomptions déshumanisantes d'Israël à cet égard et sur la résilience et la résistance palestinienne dans cette situation, cf. <https://www.visionscarto.net/gaza-entre-traumatisme-colonial-et-genocide> (version originale en anglais, <https://untoldmag.org/gaza-between-colonial-trauma-and-genocide/>, 20.10.2023).

<sup>39</sup> Lorsqu'elle ne leur interdit pas l'accès à la bande de Gaza, l'armée israélienne tire sur les véhicules du Programme Alimentaire Mondial (PAM) de l'ONU, cf. <https://www.france-palestine.org/Le-PAM-suspend-les-deplacements-de-son-personnel-a-Gaza-apres-l-attaque-de-son> (30.8.2024). ● Sur l'alerte lancée par des experts de l'ONU concernant la famine dans la bande de Gaza, cf. <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2024/07/un-experts-declare-famine-has-spread-throughout-gaza-strip> (9.7.2024).

<sup>40</sup> Sur le système « Lavender », cf. <https://www.972mag.com/lavender-ai-israeli-army-gaza/> (3.4.2024) : « L'armée a donné son accord pour que les soldats adoptent les listes d'exécutions de Lavender avec peu de surveillance et pour qu'ils traitent les résultats de la machine d'intelligence artificielle « comme s'il s'agissait d'une décision humaine ». Bien que la machine ait été conçue pour marquer des agents militaires de « bas niveau », elle était connue pour faire ce qui était considéré comme des « erreurs » d'identification dans environ 10 % des cas. Ces erreurs s'accompagnaient d'une préférence systématique pour les frappes sur des cibles marquées par Lavender alors qu'elles se trouvaient au domicile familial, ainsi que d'une politique extrêmement permissive à l'égard des victimes, qui a conduit à l'assassinat de familles palestiniennes entières. » Lire aussi <https://www.theguardian.com/world/2024/apr/03/israel-gaza-ai-database-amas-airstrikes> (3.4.2024). ● Concernant d'autres utilisations d'IA à des fins de guerre et de répression, lire à propos de Palantir Technologies, <https://www.thenation.com/article/world/nsa-palantir-israel-gaza-ai/>, 12.4.2024. ● Sur l'émergence du secteur technologique israélien à partir des rangs de l'armée (l'unité 81), cf. <https://www.calcalistech.com/ctech/articles/0,7340,L-3886512,00.html>.

<sup>41</sup> Deux articles publiés par Le Monde diplomatique en août 2024 abordent la question du patrimoine : dans « Pillage du patrimoine palestinien » (<https://www.monde-diplomatique.fr/2024/10/PIRONET/67658>), Olivier Pironet revient sur la dépossession culturelle menée par Israël et visant à invisibiliser la culture palestinienne, notamment via l'appropriation de ses plats traditionnels ; dans « En Israël, l'arbre est aussi un outil colonial » (<https://www.monde-diplomatique.fr/2024/10/DELPUECH/67659>), Aïda Delpuech revient sur la pratique israélienne consistant à planter des arbres partout où des communautés bédouines palestiniennes ont été expulsées, transformant ainsi la terre (sous prétexte de lutte contre la désertification) et le rapport ancestral des populations à celle-ci.

<sup>42</sup> Non seulement la Convention de 1951 sur les droits des personnes réfugiées n'est respectée ni par Israël, ni par les pays voisins, ni par les pays du Nord global, mais les personnes migrantes sont instrumentalisées sur sol israélien. Selon le journal Haaretz, en échange de leur engagement dans l'armée, l'Etat d'Israël leur promet l'obtention d'un statut légal de résidence permanente, cf. <https://www.lorientlejour.com/article/1427252/des-demandeurs-dasile-africains-recrutes-par-israel-pour-se-battre-a-gaza.html> (16.9.2024). ● Voilà qui n'est pas sans rappeler de sombres pages de l'histoire coloniale européenne, mais aussi la manière dont la Russie et la Biélorussie ont transformé en armes des personnes réfugiées venues d'Irak, de Syrie et de Somalie, en les envoyant aux frontières avec la Pologne et avec la Finlande. La Pologne qui connaît une montée en puissance sécuritaire et militaire a récemment autorisé son armée à tirer sur les migrants cherchant à traverser sa frontière biélorusse, cf. <https://www.rts.ch/info/monde/2024/article/la-pologne-autorise-l-armee-a-tirer-sur-les-migrants-traversant-sa-frontiere-bielorusse-28571092.html> (16.7.2024).

<sup>43</sup> L'Algérie est le premier pays à reconnaître l'Etat de Palestine en 1988. Vont suivre la plupart des pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique du sud et centrale dans les années suivantes. Il faut attendre 2014 pour que des pays d'Europe reconnaissent à leur tour la souveraineté de la Palestine : Vatican, Islande et Suède, Pologne, Tchéquie, Slovaquie, Hongrie, Roumanie, Bulgarie et Chypre. En 2024 une troisième vague de reconnaissance a lieu dans le contexte de la guerre contre Gaza : la Barbade, la Jamaïque, Trinité-et-Tobago et les Bahamas, puis ensemble la Norvège, l'Irlande et l'Espagne, suivis peu après par la Slovaquie et l'Arménie. À ce jour, 147 pays reconnaissent l'Etat de Palestine. Mais aucune des puissances occidentales : ni les Etats-Unis, ni l'Allemagne, ni le Royaume-Uni, ni la France, ni l'Italie, etc. ● En avril 2024, la pleine adhésion de la Palestine à l'ONU est bloquée par le veto étatsunien. Cependant le 10 mai, l'AG de l'ONU vote à une très large majorité la résolution ES-10/23 en faveur de l'admission de la Palestine à ses sessions et travaux et conférences internationales organisées sous les auspices de l'ONU. L'aboutissement de cette requête est entre les mains du Conseil de sécurité, parmi lequel siègent bien sûr les USA.

<sup>44</sup> Les témoignages de Palestinien-nes sont nombreux, nombreux, nombreux. Mais ils sont regardés en Occident avec suspicion. D'une part, on fait planer sur eux le doute de l'auto-victimisation ; d'autre part, celui d'une instrumentalisation par le Hamas ou le Hezbollah. À l'inverse, les témoignages d'Israélien-nes sont généralement reçus dans les grands médias avec complaisance et apitoiement. Cette situation éclaire d'une lumière crue la relation ambiguë de l'Occident au martyr, ainsi que la spectacularisation de la souffrance. Cf. [https://www.youtube.com/watch?v=\\_zUF7CxU08c](https://www.youtube.com/watch?v=_zUF7CxU08c), <https://www.letemps.ch/videos/temoignages/palestiniens-ils-temoignent-depuis-la-suisse>, <https://www.sapiens.org/culture/palestine-genocide-silencing-witnessing/>.

<sup>45</sup> L'article II de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide spécifie les actes en question : « a) Meurtre de membres du groupe; b) Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe; c) Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle; d) Mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe; e) Transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe. » Cf. <https://www.ohchr.org/fr/instruments-mechanisms/instruments/convention-prevention-and-punishment-crime-genocide>.

<sup>46</sup> Les chiffres de fin août 2024 donnés par le Ministère de la santé de Gaza ont été détaillés comme suit : sur un total de 40'238 victimes, on compte 710 bébés de moins d'un an, 1'793 enfants de 1 à 3 ans, 5'410 enfants de 4 à 12 ans, 3'442 enfants de 13 à 17 ans (<https://www.dropsitenews.com/p/lebanon-pager-hezbollah-israel-gaza-deaths>). Sur ces 40'238 victimes, 34'344 avaient alors pu être identifiées (<https://archive.org/download/gaza-health-ministry-list-of-deaths-16-sep-2024/Gaza%20Health%20Ministry%20-%20List%20of%20deaths%20-%2016%20Sep%202024.csv>).

<sup>47</sup> Au 2 octobre 2024, le nombre de personnes blessées comptabilisé par le Ministère de la Santé de Gaza est de 96'625. Voir aussi <https://fr.statista.com/statistiques/1423795/guerre-israel-territoires-palestiniens-nombre-morts-et-blesses/> et <https://www.ochaopt.org/>.

<sup>48</sup> Cf. le rapport de Médecins sans frontières d'avril 2024, [https://www.msf.org/sites/default/files/2024-04/MSF-GazaSilentKillings-Full%20Report\\_ENG\\_April%202023.pdf](https://www.msf.org/sites/default/files/2024-04/MSF-GazaSilentKillings-Full%20Report_ENG_April%202023.pdf).

<sup>49</sup> C'est l'évaluation d'un article paru de R. Khatib, M. McKee and S. Yusuf publié dans la revue *The Lancet* le 10 juillet 2024, Cf. [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(24\)01169-3/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(24)01169-3/fulltext).

<sup>50</sup> Rappelons le fait que nombre des victimes israéliennes l'ont été sous « feu ami », effet de la mise en œuvre de la doctrine Hannibal, cf. <https://www.aljazeera.com/news/2024/7/9/why-did-israel-deploy-hannibal-directive->

[allowing-killing-of-own-citizens](#) (9.7.2024). ● Par ailleurs, seule une infime fraction de la société israélienne a été directement en présence de l'événement ; plus du 99% des Israélien-es ne l'ont connu que par le maelström médiatique qui en est résulté, en sorte que, encore une fois, c'est une terreur largement fabriquée par les récits, dont les plus horribles étaient des fabrications intégrales, de purs fakes – comme le montre éloquemment la reconstruction des événements du 7 octobre par Al Jazeera dans cette enquête :

<https://www.aljazeera.com/news/2024/3/21/october-7-forensic-analysis-shows-hamas-abuses-many-false-israeli-claims> (21.3.2024).

<sup>51</sup> Donnant suite à la procédure ouverte par l'Afrique du Sud le 29 décembre 2023, la CIJ a publié le 26 janvier 2024 une ordonnance stipulant que : « la Cour considère qu'il y a urgence, en ce sens qu'il existe un risque réel et imminent qu'un préjudice irréparable soit causé aux droits qu'elle a jugés plausibles. » (§74) Cf. supra note 6.

<sup>52</sup> Vidéo complète du discours de B. Netanyahu devant le Congrès américain le 24 juillet 2024, <https://www.youtube.com/watch?v=rKkcstwPd9k>.

<sup>53</sup> Cf. <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2024/04/un-experts-deeply-concerned-over-scholasticide-gaza>.

<sup>54</sup> D'après le Ministère de la santé de Gaza, cf. supra note 45.

<sup>55</sup> « La République fédérale [d'Allemagne], deuxième fournisseur d'Israël, représentait 30 % de ses importations d'armes entre 2013 et 2022, selon le Sipri, mais les autorisations de livraison ont été multipliées par dix entre 2022 et 2023, et la majeure partie de cette hausse spectaculaire a eu lieu après le 7 octobre. (...) L'Italie (...) représentait 5,9 % des importations d'armes conventionnelles entre 2011 et 2020, ce qui en faisait le troisième fournisseur de l'Etat hébreu (...) En 2023, le gouvernement britannique a donné son aval à l'exportation en Israël de biens militaires d'une valeur de 42 millions de livres sterling, soit le même montant que l'année précédente. (...) Entre 2018 et 2022, le gouvernement britannique a approuvé 146 millions de livres sterling d'exportations en Israël, mais ce montant ne tient pas compte du matériel fourni dans le cadre des licences « ouvertes », qui ne fixent aucune limite à la quantité ou à la valeur des livraisons (...) la France a vendu pour 208 millions d'euros de matériel militaire à l'Etat hébreu depuis 2013, dont 25,6 millions en 2022 » ([https://www.lemonde.fr/international/article/2024/03/22/israel-qui-sont-ses-principaux-fournisseurs-d-armes\\_6223600\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2024/03/22/israel-qui-sont-ses-principaux-fournisseurs-d-armes_6223600_3210.html)) ● La Belgique, l'Italie, le Canada et l'Espagne ont cessé leur exportation d'armes au cours des six mois suivant le 7 octobre 2023. ● Ces chiffres ne prennent pas en compte les exportations de biens à double usage qui impliquent également de nombreux autres de pays (dont la Suisse, cf. <https://juso.ch/fr/publications/positions/stop-a-la-collaboration-militaire-de-la-suisse-avec-israel/>) et n'ont généralement pas été arrêtés.

<sup>56</sup> La conscience internationale du soutien inconditionnel de l'Allemagne envers Israël a éclaté au grand jour à l'occasion de la remise des prix du Festival de Berlin à la fin du mois de février 2024. Un documentaire, *No Other Land*, co-réalisé par des cinéastes israéliens et palestiniens y est récompensé par le jury (<https://www.youtube.com/watch?v=hBSZERpYyB8>), et conformément à la coutume de ce genre d'événements, ses réalisateurs sont invités sur la scène et autorisés à faire une brève intervention. Le récipiendaire israélien, Yuval Abraham (par ailleurs journaliste au magazine israélien non-sioniste +972 [<https://www.972mag.com/>]) et auteur des études sur les dispositifs d'intelligence artificielle « Lavender » et « Where's Daddy ? ») fait un discours dans lequel il souligne l'écart entre ses droits et ceux de son co-auteur Basel Adra, palestinien, disant que ce dernier est soumis à la loi militaire israélienne cependant que lui-même est soumis au droit civil israélien, creusant entre eux un gouffre en termes des droits dont ils jouissent au quotidien. Cette déclaration, se bornant à décrire un état de fait, a déclenché en Allemagne un flot inendiguable de réactions indignées des personnels politiques et médiatiques condamnant son antisémitisme inadmissible. Y. Abraham se plaira à souligner le cocasse outrancier de la situation : voilà des descendants, enfants et petits-enfants de nazis à peine enterrés pour certains, se prévalant de la Shoah pour faire la morale de l'antisémitisme à ... des Juif-ves ! ● De fait, la plupart d'entre nous l'ignoraient mais cette dramaturgie grotesque n'était pas nouvelle en Allemagne. Depuis sa fondation, la RFA endosse la culpabilité de la Shoah par un soutien unilatéral et aveugle à Israël, au point de faire de sa défense part de sa « raison d'État ». En sorte que, en réalité, « antisémite » y est venu à signifier « critique de l'État d'Israël ». Y. Abraham, quand bien même juif, est « antisémite » pour la seule et unique raison de son énonciation du crime d'apartheid d'Israël, plus qu'avéré. Ce non-sens de la politique allemande, cependant, précède de loin le 7 octobre 2023. En 2016 déjà, la CDU s'était dressée contre l'initiative BDS au motif de son « antisémitisme grossier », qu'ils avaient comparé à l'étranglement économique des Juif-ves par les Nazis (<https://www.aljazeera.com/opinions/2019/3/22/germanys-relentless-campaign-to-silence-pro-palestinian-voices>) ; en janvier 2018, une résolution est adoptée au terme de laquelle le

boycott d'Israël est identifié à une insulte contre les Juif-ves, partant au crime d'antisémitisme (ibid.), avec pour résultat de confondre soutien à la cause palestinienne et antisémitisme. C'est ainsi que sur la base de l'équation « défense des droits palestiniens = critique d'Israël = antisémitisme », les actions en soutien à la Palestine furent interdites. En 2019, le Bundestag adopte une loi criminalisant BDS. ● Dans un rapport remis le 6 juin 2023 (<https://www.aljazeera.com/opinions/2023/6/10/palestinians-should-not-have-to-pay-for-german-sins>), le European Legal Support Center (ELSC) inventorie, pour l'Allemagne, nombre de déni de droits subis par les mouvements de défense de la Palestine au motif d'antisémitisme. Un Palestinien vivant en Allemagne témoigne de la censure permanente qu'il subit dans l'expression de l'oppression subie en Palestine sous la férule d'Israël. Il lui est intimé de prendre acte que ses propos ne reflètent pas les valeurs du pays, qu'ils sont antisémites ; jusqu'à être traduit en justice pour antisémitisme en raison de son activisme. Il ajoute n'avoir rencontré dans aucun autre pays européen le même niveau d'hostilité pour la militance pro-palestinienne. ● Le 7 octobre n'a fait que durcir la position allemande. Dès le 12 octobre, devant le parlement, le chancelier Scholz déclare solennellement que, dans les circonstances présentes, « la seule place pour l'Allemagne est auprès d'Israël » ; en guise de justification, il ajoute que c'est la responsabilité historique de la Shoah qui lui impose « le devoir permanent de défendre l'existence et la sécurité d'Israël » (<https://www.bundesregierung.de/breg-fr/actualites/soutien-israel-2228300>). En décembre, face à une hostilité croissante envers la violence génocidaire déferlant sur Gaza, Scholz se contente d'alléguer qu'Israël est une démocratie : « cela doit être dit en toute clarté. Il n'y a aucun doute à ce sujet et nous soulignerons et répèterons dans tous nos échanges et à toute occasion que telle est notre vue » (<https://www.aljazeera.com/news/2023/12/7/why-are-german-politicians-supporting-israel-and-its-brutal-war-on-gaza>). Cette rhétorique tient lieu de justification des armes livrées à Israël en même temps que de réponse aux critiques d'une violence prenant de plus en plus clairement et ouvertement un tour génocidaire. ● C'est dans ce contexte qu'interviennent les événements de la Berlinale évoqués plus haut, puis, le 12 avril 2024, une descente de police interrompant avec fracas une conférence pro-palestinienne co-organisée par Jewish Voice for Peace et Diem25, la formation politique animée par Y. Varoufakis. Cette irruption policière brutale en vue d'empêcher une conférence destinée à faire valoir et entendre les droits des Palestinien-nes met en lumière la détermination du gouvernement allemand à identifier toute manifestation critique d'Israël comme de l'antisémitisme. Et ce alors même que des personnalités juives sont au centre de la mise sur pied de ces journées ! Dans l'Allemagne modèle du libéralisme européen, la férocité de la répression s'abattant sur la cause palestinienne est une exception qui fait tache. ● Voir sur la chaîne Youtube *Parole d'Honneur*, « Pourquoi l'Allemagne soutient Israël ? », une vidéo qui revient sur l'histoire coloniale allemande, ainsi que sur sa position de leader impérialiste au sein de l'UE, <https://www.youtube.com/watch?v=jY3qmLDsmuA>, 17.8.2024.

<sup>57</sup> Comme l'ont souligné de très nombreux commentateur-trices, ces affirmations sont d'un cynisme « sans précédent ». À toute accusation, Israël répond par la surenchère, retournant tous les propos contre leur émetteur. L'absence de faille dans le discours et sa diffusion méthodique démontrent l'efficacité de la *hasbara*. ● Noam Chomsky la décrit ainsi : « Un article paru dans Haolam Haze posait la question suivante : "Comment expliquer qu'un enfant arabe pleurant près du corps de sa mère soit une preuve de notre justice ?" L'article poursuit en commentant l'utilisation du mot "hasbara" ("explication") pour ce qui est ordinairement appelé "propagande" ou "guerre psychologique". L'hypothèse sous-jacente à ce curieux usage, qui semble être rare parmi les nations du monde, est que "le gouvernement israélien a manifestement raison dans tout ce qu'il fait. Par conséquent, tout ce que nous avons à faire est d'"expliquer" ses motivations et alors toute personne sensée le soutiendra. Quiconque ne se laisse pas convaincre par la hasbara est antisémite (s'il est un Gentil) ou fait preuve d'une haine de soi-même (s'il est juif)." » (N. Chomsky, *Fateful Triangle: The United States, Israel and the Palestinians*, 1983, ch. 7.2) ● Edward Said définit quant à lui la *hasbara* par un intense travail de lobbying : « des déjeuners et voyages gratuits pour des journalistes influents ; des séminaires pour les étudiants juifs à l'université [...] ; le fait de bombarder des membres du Congrès d'invitations à des visites ; des brochures et, surtout, de l'argent pour les campagnes électorales ; la direction (ou, selon le cas, le harcèlement) des photographes et des intellectuels de l'Intifada actuelle pour produire certaines images et pas d'autres ; des conférences et visites touristiques organisées par d'éminents Israéliens ; la formation de commentateurs faisant fréquemment référence à l'Holocauste et à la situation d'Israël aujourd'hui ; de nombreuses publicités dans les journaux attaquant les Arabes et louant Israël ; et ainsi de suite. » (E. Said, « Propaganda and War », *Media Monitors Networks*, 31.8.2011, <https://mediamonitors.net/propaganda-and-war/>). ● À l'ère du numérique, comme l'écrit Amélie Férey : « Le défi est alors de mener une campagne (contre-)cognitive interne et externe, sans heurter les institutions et valeurs démocratiques. Ne se cantonnant plus aux troupes ennemies, la guerre cognitive prend pour cible des populations civiles préalablement identifiées grâce à l'utilisation

adéquate des nouvelles technologies. » (*Les guerres de l'information à l'ère numérique*, 2011, ch. 11, « Israël : de la hasbara à la guerre cognitive », <https://doi.org/10.3917/puf.maran.2021.01.0283>).

<sup>58</sup> Guerre des mots : le journaliste Jonathan Cook a notamment montré comment la BBC travestissait les actions destructrices d'Israël, en accentuant ses « prouesses » militaires (<https://www.middleeasteye.net/opinion/bbc-lebanon-israel-reporting-weaponising-crimes-pagers>, 27.9.2024). Didier Fassin le rappelle des journalistes américains : « Ce qui est certain, c'est que les journalistes se sont autocensurés. The Intercept a compté dans le Los Angeles Times, le Washington Post et le New York Times les occurrences de certains mots. Le mot « massacre » est utilisé neuf fois moins lorsqu'il s'agit de Gaza que lorsqu'il s'agit du 7 octobre. Et le mot « tuerie » soixante fois moins. On voit bien comment on forge aussi ce qu'on appelle l'opinion à travers la manière de nommer les choses. » (<https://la-bas.org/la-bas-magazine/textes-a-l-appui/Didier-Fassin-le-mot-massacre-est-utilise-neuf-fois-moins-lorsqu-il-s-agit-de-Gaza-que-lorsqu-il-s-agit-du-7-octobre>, 26.9.2024). ● Et guerre des images. Du fait de l'introduction des drones et de la sophistication de la surveillance par satellite, un changement social dans la relation à la guerre s'est opéré, au croisement entre production d'images et diffusion sur les réseaux sociaux, désormais essentiels à toute propagande. Un effet de ce changement est la manière dont la guerre est présentée comme un « jeu de stratégie en temps réel » (cf. par exemple la chaîne Youtube « HistoryLegends », <https://www.youtube.com/watch?v=ybSx2Zu8TCQ>) : images « époustouflantes » de destruction de bâtiment, cartes satellites, etc. ● D'autre part, des vidéos « humoristiques » dégradantes sont publiées sur TikTok par des soldats israéliens : la déshumanisation fait partie intégrante du spectacle. La chaîne d'information Zeteo a produit un documentaire en août 2024 qui décortique les publications sur les réseaux sociaux de soldats israéliens actifs à Gaza, URL : <https://zeteo.com/p/israel-documentary-social-media>. On y voit des vidéos publiées sur TikTok avec les encouragements de la hiérarchie militaire, montrant la déshumanisation des Palestinien-nes et la mentalité suprémaciste des soldats israéliens. ● Les images montrant l'horreur des effets réels humains de la guerre israélienne sur Gaza ne connaissent pas du tout le même « succès » : censurées sur les réseaux sociaux, et bien entendu insoutenables du fait de la souffrance qu'elles expriment, ces images ne sont pour ainsi dire jamais montrées sur les grandes chaînes d'information du Nord global. On leur préfère, depuis la Guerre du Golfe en 1991, les images de frappes « chirurgicales » de bâtiments desquels les corps humains seraient miraculeusement absents. ● Lire aussi <https://zeteo.com/p/viet-nam-gaza-and-the-power-of-spectacle> (17.9.2024), pour une comparaison entre le traitement des images durant la guerre du Vietnam et la guerre d'Israël contre Gaza, propagande hollywoodienne en arrière-fond.

<sup>59</sup> Les « grands » qui possèdent des moyens financiers colossaux font facilement plier les journaux à coup de procédures judiciaires, des procédures-bâillon qui représentent de véritables coupe-gorges financiers pour les petites rédactions. Il importe peu à ces « grands » de gagner ou de perdre, le but est d'intimider tout en détournant les forces des journalistes sur autre chose que leur travail. Du côté des journaux, on tremble à l'idée de toute plainte qu'un de ces acteurs puissants, à l'aise pour mobiliser force avocats, peuvent engager contre eux. C'est une des dimensions qui explique la montée en puissance du conformisme de la presse envers les puissants. Une autre dimension, c'est bien sûr le rachat des grands titres par les milliardaires. L'enjeu est de contrôler la circulation de la conversation publique, de contrôler le « publiquement dicible » – et ce qui ne l'est pas, n'existe pas. Au point que chaque fois qu'on veut dire quelque chose, on doit tout reprendre à zéro, comme si personne ne savait rien. Ce qui ne fait que renforcer l'inégalité de la lutte : d'un côté, les médias conformistes peuvent se contenter de balancer en mode télégraphique les « évidences partagées », tandis que de l'autre, il faut chaque fois refaire toute l'histoire. Dans la course à la formule brève et claquante, les premiers gagnent à tous les coups. ● Les procédures-bâillon concernent bien sûr également les mouvements militants.

<sup>60</sup> Cf. l'article 20 de la Charte de 2017 : « Le Hamas rejette toute alternative à la libération complète et achevée de la Palestine, du fleuve à la mer. Cependant, sans revenir sur son rejet de l'entité sioniste et sans renoncer à aucun droit palestinien, le Hamas considère la création d'un État palestinien entièrement souverain et indépendant, avec Jérusalem comme capitale, selon les limites du 4 juin 1967, avec le retour des réfugiés et des déplacés vers les maisons d'où ils ont été expulsés, comme une formule de consensus national. » (<https://franceisrael.fr/wp-content/uploads/2018/12/Charte-Hamas-2017.pdf>)

<sup>61</sup> Dans son article *Digital Leviathan and His Nuclear Tail: Notes on Body and the Earth in the State of War*, Olexii Kuchanskyi écrit : « La manière dont le gouvernement russe rationalise son invasion de l'Ukraine et, plus largement, les déclarations de Poutine sur "l'extrémisme" et la menace de l'OTAN, prouvent que la doctrine de la préemption a désormais fait son chemin en Russie également. La préemption de menaces construites ("maintien de la paix") et les

mesures préventives visant à surpasser d'autres acteurs géopolitiques déterminent des dizaines de millions de destins réels. Massumi parlait d'*ontopower* ; il est désormais logique de parler d'*ontowar* – la destruction de ce qui est vivant afin d'empêcher ce qui est possible. Comment comprendre autrement que le "maintien de la paix" implique l'usage d'armes et l'assassinat ciblé de civils ? Cachés dans des abris antiatomiques, nous assistons à cette partie de poker fatale, devenant à la fois "instruments" et victimes du "bluff" de la Russie. Mais malgré toutes les manipulations et les ruses, les règles du jeu impliquent un réseau "cinétique" de préemptions où chaque pas est soit un geste amical, soit une menace. Un jeu qui se joue au prix de milliers de vies. » (<https://www.e-flux.com/notes/463202/digital-leviathan-and-his-nuclear-tail-notes-on-body-and-the-earth-in-the-state-of-war>, 18.4.2022).

<sup>62</sup> Rapport de la coalition Don't Buy Into Occupation, dont fait partie la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH), 11.12.2023, [https://www.fidh.org/IMG/pdf/2023\\_dbio\\_iii\\_report\\_11\\_december\\_2023.pdf](https://www.fidh.org/IMG/pdf/2023_dbio_iii_report_11_december_2023.pdf).

<sup>63</sup> Cf. Y. Abraham, « 'Order from Amazon': How tech giants are storing mass data for Israel's war », <https://www.972mag.com/cloud-israeli-army-gaza-amazon-google-microsoft/>, 4.8.2024.

<sup>64</sup> Cf. <https://bdsmovement.net/>, <https://genocidedentry.org/>, <https://www.notechforapartheid.com/>.

<sup>65</sup> Sans un battement de cils, et tantôt en restreignant l'aide humanitaire, comme cela s'est passé avec l'UNRWA courant 2024, que certains pays (dont les USA et la Suisse) ont cessé de subventionner soit totalement soit en partie. Cf. <https://www.monde-diplomatique.fr/telex/2024-02-UNRWA>, <https://www.swissinfo.ch/fre/berne-%c3%a9value-l%27audit-sur-l%27unrwa%2c-financement-toujours-en-suspens/76269846> (23.4.2024) • En Suisse, après que le Conseil fédéral (exécutif) ait tranché en faveur du versement de 10 millions à l'UNRWA en mai 2024, le Conseil national (parlement) a adopté le 9 septembre 2024 une motion du groupe UDC visant à « Suspendre immédiatement les contributions à l'UNRWA », contre l'avis de la Commission de politique extérieure, cf. <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefte?AffairId=20243194>. Ce vote a été complètement passé sous silence dans la presse suisse (à l'exception d'un article dans Le Courrier, <https://lecourrier.ch/2024/09/09/lunrwa-pilonnee-par-la-droite/>). Rappelons que l'actuel ministre des Affaires étrangères a lui-même longtemps siégé dans le groupe parlementaire Suisse-Israël. Sur ce groupe, cf. <https://lecourrier.ch/2024/06/25/une-neutralite-mise-a-mal/> et <https://www.letemps.ch/suisse/l-influence-et-la-communication-d-israel-en-cause-jusqu-au-sein-de-l-administration-federale> (29.4.2024). • Le 18 septembre 2024, l'Assemblée générale de l'ONU a voté en faveur (par 124 voix, contre 14 oppositions et 43 abstentions) de la résolution palestinienne demandant à la Suisse d'organiser dans les 6 mois une réunion sur les Conventions de Genève, et exigeant la fin de l'occupation israélienne dans les 12 mois. La Suisse s'est abstenue.

<sup>66</sup> Reporters sans frontières écrit : « 103 journalistes à Gaza ont été tués par l'armée israélienne en cinq mois de guerre » (<https://rsf.org/fr/103-journalistes-tu%C3%A9s-en-150-jours-%C3%A0-gaza-une-trag%C3%A9die-pour-le-journalisme-palestinien>, 7.3.2024). Voir aussi cet article du journal Le Monde en juin 2024, [https://www.lemonde.fr/international/article/2024/06/25/comment-israel-cible-les-journalistes-a-gaza-le-gilet-presse-nous-met-desormais-en-danger\\_6243496\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2024/06/25/comment-israel-cible-les-journalistes-a-gaza-le-gilet-presse-nous-met-desormais-en-danger_6243496_3210.html).

<sup>67</sup> Les USA ont ainsi rendu public qu'ils poursuivaient pour « terrorisme » le dirigeant du Hamas, Yahya Sinouar, en plein milieu de négociation de cessez-le-feu. URL : <https://www.swissinfo.ch/fre/la-justice-am%C3%A9ricaine-poursuit-des-chefs-du-hamas-pour-%22terrorisme%22/87487114>. Quant au Premier ministre israélien, on sait à quel point les « négociations de cessez-le-feu » répondent à ses yeux d'une part à la nécessité d'un *storytelling* « humanitaire » destiné aux opinions du Nord global, d'autre part à un ensemble de tactiques lui permettant de gagner du temps et de tromper ses adversaires.

<sup>68</sup> Le concept de *nécropolitique* d'Achille Mbembé est parent de celui de *biopolitique* de Michel Foucault. Il est orienté non sur la gestion du vivant mais sur l'exercice de la souveraineté : « l'expression ultime de la souveraineté réside largement dans le pouvoir et la capacité de dire qui pourra vivre et qui doit mourir. » (<https://shs.cairn.info/revue-raisons-politiques-2006-1-page-29>, Revue Raisons politiques, 2006, p. 29). Combinant une réflexion sur l'état d'exception et l'état de siège, revenant sur la guerre coloniale et sur le régime d'apartheid, cet article a ouvert de nouveaux horizons de compréhension quant à l'effectuation du pouvoir impérialiste (et capitaliste, sur lequel Mbembé insiste davantage dans son livre paru en 2013 : *Critique de la raison nègre*). Cf. supra note 10.

<sup>69</sup> Concernant les visées israéliennes sur l'exploitation des gisements gaziers de Gaza, voir notamment <https://www.aa.com.tr/fr/monde/isra%C3%ABl-entend-acc%C3%A9lerer-l'exploitation-du-gisement-de->

[gaz-de-gaza/2925378](https://gaz-de-gaza/2925378) (18.6.2023) et <https://www.middleeasteye.net/fr/opinion-fr/guerre-israel-palestine-gisement-gazier-gaza-milliards-dollars> (16.11.2023).

<sup>70</sup> Cf. ce qu'écrivait A. Mbembé en citant H. Arendt : « Le fait que les colonies peuvent être gouvernées dans l'absence absolue de loi vient du déni raciste de tout point commun entre le conquérant et l'indigène. Aux yeux du conquérant, la vie sauvage n'est qu'une autre forme de vie animale, une expérience horrifiante, quelque chose de radicalement autre (*alien*), au-delà de l'imagination et de la compréhension. En fait, selon Arendt, ce qui rendait les sauvages différents des autres êtres humains était moins la couleur de leur peau, que le fait "qu'ils se comportaient comme partie intégrante de la nature [...] Les sauvages sont, pour ainsi dire, des êtres humains 'naturels', à qui il manquait le caractère spécifiquement humain, à tel point que lorsque les Européens les massacraient, ils n'avaient pas, au fond, conscience de commettre un meurtre." » (<https://shs.cairn.info/revue-raisons-politiques-2006-1-page-29>, 2006, p. 40).

<sup>71</sup> « La naissance du sujet de race – et donc du Nègre – est liée à l'histoire du capitalisme. Le ressort primitif du capitalisme est la double pulsion de la violation illimitée de toute forme d'interdit, d'une part, et d'abolition de toute distinction entre les moyens et les fins, d'autre part. Dans sa sombre splendeur, l'esclave nègre – le tout premier sujet de race – est le produit de ces deux pulsions, la figure manifeste de cette possibilité d'une violence sans réserve et d'une précarité sans filet. Puissance de capture, puissance d'emprise et puissance de polarisation, le capitalisme a toujours eu besoin de *subsidés raciaux* pour exploiter les ressources planétaires. Tel était le cas hier. Tel est le cas aujourd'hui, alors même qu'il se met à recoloniser son propre centre, et que les perspectives d'un *devenir-nègre du monde* n'ont jamais été aussi manifestes. Les logiques de distribution de la violence à l'échelle planétaire n'épargnent plus aucune région du monde, non plus que la vaste opération, en cours, de dépréciation des forces productives. » — Achille Mbembé, « Epilogue. Il n'y a qu'un seul monde », *Critique de la raison nègre*, éd. La Découverte, 2013, p. 258.

<sup>72</sup> Le fascisme permet d'une part de produire du déchet plus vite, sans état d'âme, par la militarisation de la société ; il vise d'autre part la destruction de la prise de conscience collective des opprimés, les empêchant de se constituer en force politique ; il vise encore le renforcement des serviteurs du système, qui rejoignent illusoirement la position du maître. Cf. La Boétie, Hegel, Marx, Sartre.

<sup>73</sup> Le capitalisme dégrade les sujets du droit dans un « attermoisement illimité » propre aux sociétés de contrôle. cf. Gilles Deleuze, *Post-scriptum sur les sociétés de contrôle* (1990), [https://infokiosques.net/IMG/pdf/Post\\_scriptum\\_sur\\_la\\_societe\\_du\\_controle-fil-1990-8pA5.pdf](https://infokiosques.net/IMG/pdf/Post_scriptum_sur_la_societe_du_controle-fil-1990-8pA5.pdf). L'attermoisement illimité – une idée qui apparaît sous la plume de Kafka dans *Le Procès* – se produit à tous les étages de la société capitaliste : qu'il s'agisse des accords sur le climat, de la dette publique, du système carcéral ou de l'éducation, le règlement des situations créatrices d'inégalités et de souffrances est géré sur le mode de l'action différée. Le temps dégage maintient le capital ainsi disponible pour être investi ailleurs, et les populations dans une asphyxie qui les pousse à travailler plus pour pouvoir s'en sortir.

<sup>74</sup> La croissance des inégalités durant la crise de Covid-19 est emblématique de cette titularisation, autant à l'échelle internationale qu'à l'intérieur de chaque Etat (<https://www.ohchr.org/en/2021/09/magnitude-and-scope-inequalities-created-and-exacerbated-covid-19-truly-shocking-high>). Le rôle joué par les transnationales pharmaceutiques et leur association aux Etats du Nord global est révélatrice d'un modèle d'affaire qui échappe à l'Etat de droit (<https://www.publiceye.ch/fr/thematiques/pharma/covid-19-le-profit-a-tout-prix>) et s'effectue selon des axes travaillés en profondeur par le racisme, le sexisme et la domination de classe.

<sup>75</sup> Les extrêmes-droites européennes ne s'y sont pas trompées : s'il leur a suffi de polir leur discours pour remporter de nombreux sièges aux élections européennes, c'est parce que les politiques de l'UE sont d'ores et déjà dans la normalisation des pratiques et discours d'extrême-droite. La montée du racisme et son institutionnalisation suivent la montée en puissance du capitalisme blanc. ● Les tentatives en France, en Allemagne et à Bruxelles d'empêcher les partis d'extrême-droite de participer au gouvernement sont tantôt des mascarades complices, tantôt un syndrome de l'autruche, tantôt l'effet du *double bind* typique des démocraties nationales-libérales (cf. Jean-François Bayart, *L'impasse national-libérale, Globalisation et repli identitaire*, La Découverte, Paris, 2017). Barrage républicain, cordon sanitaire, *Brandmauer* : on ne peut « contenir » ces forces sans se mettre soi-même dans les mêmes murs. Cf. Wendy Brown, *Murs. Les murs de séparation et le déclin de la souveraineté étatique*, éd. Les prairies ordinaires, 2009.

<sup>76</sup> Sans doute le choc de l'après 7 octobre a été saisissant pour beaucoup : penser les Israélien-nes, qui en tant que population juive historique ont été victimes de l'Holocauste, comme les bourreaux d'un autre peuple – et se rendre

compte que durant tout ce temps il y avait là quelque chose qu'on ne voulait pas voir, et des affects liés à une génération tout entière de soldats et de gens qui avaient fait de la victoire contre le nazisme la pierre angulaire de leur notion du bien et du mal – que durant tout ce temps quelque chose se préparait qu'on n'avait pas vu venir, n'avait pas voulu voir venir, ce choc sans doute est terrifiant. • La nécessité de différencier antisionisme et antisémitisme est essentielle : antisionisme ne veut pas dire être contre le peuple d'Israël (dont font partie environ 20% de citoyen-nes non-juif-ves), ne veut pas dire être contre les personnes de religion juive (qui vivent sur les cinq continents), mais être contre un projet colonial suprémaciste en Palestine dont l'une des composantes est de nature religieuse fondamentaliste.

<sup>77</sup> A. Mbembé, *Nécropolitique*, 2006, p. 54, <https://shs.cairn.info/revue-raisons-politiques-2006-1-page-29>.

<sup>78</sup> « Dans une volonté de traduction du concept fondateur de génocide formulé par Lemkin vers une grammaire anti-impérialiste, le Congrès des droits civiques a articulé très tôt une conception du génocide mettant l'accent sur le lien privilégié avec la sécurité et la stabilité des États occidentaux, ce qui d'après l'historien Dirk Moses correspond à l'aspiration des États-nations à « se rendre invulnérables », qu'il s'agisse, dans le cas des États-Unis, des menaces de Libération noire [Black freedom], de la souveraineté autochtone ou de l'essor des populations non-blanches, et dont la preuve réside dans les moyens violents et souvent mortels mis en œuvre par le pays pour la sécurisation et la militarisation de ses frontières sud afin d'endiguer les migrations au Nord. » — Zoé Samudzi, "Génocide : quand la violence d'État franchit-elle le seuil ?", in *The Funambulist, Renégocier les termes*, n°50, 2023, p. 79.

<sup>79</sup> Rappelons la guerre qui fait rage au Soudan sur fond de visées impérialistes : les États-Unis et les Emirats Arabes Unis soutiennent les Forces armées soudanaises du général A. F. al-Burhan, tandis que la Russie soutient les Forces de soutien rapide du général M. H. Dogolo, surnommé Hemetti, considéré comme l'un des principaux artisans du génocide du Darfour entre 2003 et 2020. Le conflit en cours depuis le 15 avril 2023 a fait des milliers de morts et provoqué l'exode des millions de personnes.

<sup>80</sup> « En général, la notion de valeur est utilisée de façon positive, que ce soit par le marxisme traditionnel, le féminisme ou encore par les sciences économiques où, sous la forme des prix par exemple, il apparaît comme un élément inconditionné et transhistorique de toute société humaine. À cet égard, l'approche de la critique fondamentale de la « valeur » est tout à fait différente. La valeur y est comprise et critiquée comme l'expression d'un rapport social fétichiste. Dans les conditions qui sont celles de la production marchande pour des marchés anonymes, les membres de la société, au lieu d'utiliser d'un commun accord leurs ressources pour la reproduction raisonnée de leur existence, produisent, séparément les uns des autres, des marchandises qui ne deviennent des produits sociaux qu'après avoir été échangées sur le marché. En « représentant » du « travail passé » (dépense d'énergie sociale humaine abstraite), ces marchandises constituent « de la valeur », c'est-à-dire qu'elles figurent une certaine quantité d'énergie sociale dépensée. Cette représentation s'exprime à son tour par un médium particulier, l'argent, qui est la forme générale de la valeur pour tout l'univers marchand. Le rapport social médiatisé par cette forme renverse sens dessus dessous les relations entre les personnes et les produits matériels : les membres de la société, en tant que personnes, apparaissent de façon asociale, comme de simples producteurs privés et des individus dépourvus de tout lien entre eux. Inversement, le rapport social apparaît comme un rapport entre des choses, un rapport d'objets morts qui entrent en relation à travers les quantités abstraites de valeur qu'ils représentent. Les personnes sont chosifiées, et les choses pour ainsi dire personnifiées. Le résultat est l'aliénation mutuelle des membres de la société qui n'utilisent pas leurs ressources en fonction de décisions conscientes, prises d'un commun accord, mais qui se soumettent à un rapport aveugle entre des choses mortes, leurs propres produits, commandé par la forme-argent. C'est ainsi qu'on en arrive sans cesse à une mauvaise répartition des ressources, à des crises et à des catastrophes sociales. » — Roswitha Scholz, *Das Geschlecht des Kapitalismus* [Le Sexe du capitalisme]. *Feministische Theorien und die postmoderne Metamorphose des Patriarchats*, Bad Honnef, Horlemann, 2000.

<sup>81</sup> « Le capitalisme fait beaucoup plus contre lui-même que ce que tous ses adversaires réunis ont pu faire. Mais cette bonne nouvelle ne l'est qu'à moitié. Cet effondrement n'a aucun rapport de nécessité avec l'émergence d'une société mieux organisée : d'abord, parce qu'il est la conséquence de l'action de forces aveugles qui en tant que telles sont déjà destructrices. Ensuite, parce que le capitalisme a eu assez de temps pour écraser les autres formes de vie sociale, de production et de reproduction qui auraient pu constituer un point de départ pour la construction d'une société post-capitaliste. Après sa fin, il ne reste qu'une terre brûlée où les survivants se disputent les débris de la "civilisation" capitaliste. C'est déjà la réalité quotidienne dans une grande partie du "Sud du monde", et même dans une partie

grandissante des pays "développés", jusqu'aux banlieues des capitales du monde. Laissé à son propre dynamisme, le capitalisme ne débouche pas sur le socialisme, mais sur des ruines. » — Anselm Jappe, *Crédit à mort. La décomposition du capitalisme et ses critiques*, Nouvelles Editions Lignes, 2011.

<sup>82</sup> On rappelle souvent comment le nazisme ne fut possible que dans le contexte d'un antijudaïsme hérité de siècles de haine chrétienne, « rationalisée » par les théories racistes du 19<sup>ème</sup> siècle et exacerbée par la volonté de Hitler de faire du peuple allemand le nouveau « peuple élu » (cf. Pierre Vidal-Naquet, *Les Assassins de la mémoire*, éd. La Découverte, 1987). Cependant, ce contexte est aussi marqué par la technicisation de l'appareil d'Etat et la bureaucratie, d'une part ; et d'autre part ne fut possible dans son effectuation qu'à travers la compréhension de l'être humain comme marchandise, propre au capitalisme, et à une articulation du capitalisme à l'appareil d'Etat qui donna naissance à des machines de guerre telles que les décrits Johann Chapoutot dans *Libres d'obéir* (éd. Gallimard, 2020), figurant l'avant-garde du *management* d'aujourd'hui. En ce sens, « mobiliser » une population au sens capitaliste n'équivaut pas simplement à la gouverner : il s'agit d'en disposer comme d'une matière première, de la déformer, de la reformer. « Au croisement de l'idéologique, du politique et de l'économique, la *Menschenführung* nazie, cette pensée du *management*, fut une des expressions majeures de cette caractéristique du III<sup>e</sup> Reich que les historiens ne cessent de relever depuis une trentaine d'années, tant en histoire culturelle qu'en histoire sociale : ce régime fut participatif, car il visait à produire du consensus. [...] Les ordres devaient être vagues et généraux, se borner à fixer des objectifs (prendre telle colline avant la tombée du jour, par exemple) : libre à celui qui le recevait de choisir la voie, le moyen et la méthode adéquats pour y parvenir. Cette marge d'autonomie entraînait également une plus forte responsabilité : réussir sa mission était attendu, échouer trahissait la défaillance personnelle de celui qui ne parvenait pas à l'accomplir. L'autonomie était également de façade : le subordonné était libre de choisir les moyens, mais certainement pas de définir la fin – de fixer l'objectif. » (pp. 131-132)

<sup>83</sup> Cf. supra note 35. L'inscription par Descartes de l'expansion scientifique dans l'horizon d'une perfection jamais atteignable par l'humain, reprise et développée par Hegel dans sa dialectique historique, a trouvé son expression politico-économique – comme l'avait vu Marx – dans le capitalisme.

<sup>84</sup> Sur la montée du racisme anti-grec en Allemagne (comprenant la réactivation de clichés xénophobes du Nord sur le Sud de l'Europe (paresse, abus, corruption), les demandes à ce que la Grèce soit exclue de l'UE, ou encore l'interprétation des mesures d'austérité comme de punitions justifiées), lire par exemple <https://www.wsws.org/en/articles/2015/07/18/germ-j18.html>, <https://www.jstor.org/stable/24441594>, <https://www.theguardian.com/business/2010/apr/29/eu-debt-crisis-german-papers-whip-up-anti-greek-fury>, <https://roarmag.org/essays/greek-debt-crisis-international-media/>.

<sup>85</sup> Cf. Collectif Jean Dutoit, « Rapport pour les droits et la mobilité des personnes noires africaines en Suisse et en Europe », 2018, pp. 80-91, [https://collectifjeandutoit.wordpress.com/wp-content/uploads/2019/02/collectifjeandutoit\\_rapportpourlesdroitsetlamobilittecc81\\_2eedition\\_a4\\_final.pdf](https://collectifjeandutoit.wordpress.com/wp-content/uploads/2019/02/collectifjeandutoit_rapportpourlesdroitsetlamobilittecc81_2eedition_a4_final.pdf).

<sup>86</sup> Cf. Kathryn Yusoff, *A Billion Black Anthropocenes or None*, University of Minesota Press, 2018.

<sup>87</sup> La compréhension du génocide comme processus a notamment été développée dans cet article : <https://shs.cairn.info/revue-internationale-des-sciences-sociales-2002-4-page-483?lang=fr#s2n1>. Lorsque l'auteur écrit qu'il s'agit de « déterminer – in fine – si le processus de destruction vise à l'éradication totale d'une collectivité », il est nécessaire de mettre l'accent sur le verbe : viser. Cette visée, qui dépasse les intentions et les paroles tout en les enveloppant, se matérialise par la mort, mais pas n'importe quelle mort : la mort infligée en vue de détruire la capacité générative et régénérative d'une population.

<sup>88</sup> À noter que le développement des institutions internationales au cours du 20<sup>ème</sup> siècle n'a été possible que par la mobilisation de l'engagement de la puissance hégémonique états-unienne, laquelle n'a pas manqué de les marquer de son emprise.

<sup>89</sup> La notion de *droits de la nature* est apparue dans le courant des années 1970, notamment connectée à celle d'écocide (cf. supra note 21). Deux Constitutions nationales reconnaissent aujourd'hui de tels droits, celles de l'Équateur (en 2008) et celle de la Bolivie (en 2009).

<sup>90</sup> Si le livre de Francis Fukuyama, *La Fin de l'histoire et le Dernier homme* (1992), apparaît aujourd'hui comme un symptôme de la mondialisation capitaliste triomphante après la chute de l'URSS et de ce qui a été perçu comme la victoire idéologique de la « démocratie libérale », celui de Samuel Huntington, *Le Choc des civilisations* (1996) fut

quant à lui le symptôme du fétichisme culturel et national réaffirmé de l'Occident blanc désignant ses rivaux. D'après Huntington, le monde de l'après-Guerre froide est marqué par le choc des grandes civilisations (chinoise, japonaise, hindoue, islamique, orthodoxe, occidentale, latino-américaine, et africaine « si possible » car il doute de son existence en tant que civilisation) — mais il ne fait en vérité rien d'autre que décrire les mouvements impérialistes qui s'agitent à la surface du globe. Indiquant la fin de l'hégémonie américaine pour la troisième décennie du 21<sup>ème</sup> siècle, et partant, la fin de la domination occidentale, son livre provoqua un retour en grâce des lectures nationalistes et culturalistes de l'histoire, passant intégralement sous silence la progression du capitalisme (le mot n'apparaît d'ailleurs que neuf fois dans tout l'ouvrage).

<sup>91</sup> On ne peut qu'être frappé par le contraste entre la nécropolitique capitaliste et la recherche, dans toutes les sociétés du capitalisme avancé, de moyens de repousser la mort. Progrès de la médecine, assurances, fantasmes d'immortalité via le clonage ou l'IA (cf. la singularité du transhumanisme), ces sociétés refoulent la mort comme scandaleuse, excluent la mort de l'économie du vivant. Or le capitalisme ne consiste-t-il pas à faire travailler le vivant pour obtenir du capital mort ? Et n'y a-t-il pas là un déni de réalité, à travers lequel ces sociétés rêveraient de rejoindre *physiquement* le fétichisme du capital, autonome et éternel ?

<sup>92</sup> Lire par exemple Will Steffen et al., « Trajectories of the Earth System in the Anthropocene », Harvard University, 2018, <https://www.pnas.org/doi/10.1073/pnas.1810141115>.

<sup>93</sup> « Le but ultime du capital est le gain économique, c'est-à-dire le profit, qui résulte exclusivement de la dépense de travail humain abstrait, quel que soit le niveau général de développement de la science et de la technologie. Par conséquence, ce processus tautologique sans fin – obtenir deux euros à partir d'un euro, etc. – entraîne une consommation accrue de matières premières, un niveau colossal de déchets et des niveaux de pollution dangereux. (...) L'augmentation temporaire de la valeur générée par heure de travail social suscite l'innovation, mais sur le long terme, une fois le progrès technologique disséminé dans un secteur économique donné, la quantité de valeur créée par heure de travail nécessaire revient à son niveau initial (...) : on est obligé de produire des valeurs d'usage à un rythme accéléré afin d'obtenir le même gain économique par heure de travail. (...) La survaleur absolue renvoie à l'augmentation du surtravail tiré des travailleurs par l'allongement de la durée de travail. Cette méthode bute néanmoins sur des limites biologiques et morales. Ainsi, c'est la survaleur dite relative qui prédomine le capitalisme pleinement développé. On l'obtient par l'accroissement de la productivité dans les branches qui produisent les moyens de subsistance acquis par les travailleurs avec leur salaire, autrement dit, par la réduction de la valeur de la force de travail. Le surtravail augmente grâce à la réduction du travail nécessaire. (...) Cependant, la survaleur relative n'augmente pas au même rythme que la productivité et, par conséquent, entraîne une croissance exponentielle de la production matérielle. Ce processus n'est pas suscité par la demande destinée à satisfaire des besoins humains particuliers, mais par la nécessité d'atteindre le but fétichiste d'une reproduction élargie du capital. La production capitaliste est dès lors directement responsable de l'épuisement des ressources naturelles et de la destruction de l'environnement. Seule l'abolition de la valeur pourrait donner naissance à une forme de croissance qualitativement et quantitativement nouvelle basée sur la richesse matérielle en tant que forme sociale de richesse. » — Nuno Miguel Cardoso Machado, *La limite écologique du capitalisme*, in Jaggernaut n°4, 2022, pp. 26-27, <https://www.editions-crise-et-critique.fr/ouvrage/regne-de-la-valeur-destruction-du-monde-jaggernaut-n4/>.

<sup>94</sup> Niccolò Machiavelli, dans *Le Prince* (1513), donne deux critères qui, s'ils sont suivis, rendent l'exercice de la cruauté applicable par un gouvernement sans que les conséquences négatives dépassent les bénéfiques qui pourraient en être obtenus. « Bien employées peuvent être appelées – si du mal il est loisible de dire du bien – celles qui se font tout d'un coup, par nécessité de se mettre en sécurité ; et si ensuite on n'y insiste pas mais qu'on les transforme, autant que faire se peut, pour la plus grande utilité des sujets. » (ch. VIII, trad. Fournel et Zancarini). Dans l'exercice de la violence par le gouvernement israélien, il est évident que ces deux critères sont outrepassés — un constat qui s'étend aujourd'hui bien au-delà du seul Etat d'Israël.

<sup>95</sup> La cruauté n'existe pas sans sa dimension spectaculaire et l'armée israélienne l'a bien compris : rappelons les attaques terroristes du 17 et 18 septembre 2024. Mardi 17 septembre 2024, l'explosion télécommandée de *paggers* de membres du Hezbollah frappe de plein fouet les habitant-es Beyrouth et d'autres villes du Liban, puis le lendemain, l'explosion télécommandée de *walkie-talkies* enfonce le clou de la terreur ; au total plus de 40 mort-es et plus de 3000 blessé-es, dont une écrasante majorité de civil-es qui resteront mutilé-es à vie (<https://www.theguardian.com/world/2024/sep/20/top-hezbollah-leader-airstrike-beirut-israel>). Qui est le spectateur ? Tout d'abord les Libanais-es, envers qui le message est « voici ce qu'il en coûte d'être proche d'un

membre du Hezbollah » ; en deuxième lieu les Israélien-nes, envers qui le message est « soyez témoin de la puissance de votre Etat » ; en troisième lieu les ennemi-es d'Israël, en guise d'avertissement ; en quatrième lieu les habitant-es du monde qui regardent l'actualité sur leur smartphone (70% de la population mondiale possède au moins un smartphone, cf. <https://fr.statista.com/themes/9032/1-industrie-internationale-des-smartphones/#topicOverview>), envers qui le message est – et le médium est déjà le message – « admirez notre ingéniosité, notre supériorité technologique, et notre absence totale de moralité envers nos ennemis, mais aussi notre capacité à vous offrir un spectacle jamais vu à ce jour : vous qui ferez l'histoire de demain, choisissez bien votre camp, engagez-vous pour le progrès ». Conséquence de la verticalité technologique, la cruauté a changé de nature, parce que le spectateur, au lieu d'être un « témoin oculaire », est partout ; parce que celui qui est proximité est en vérité déjà mort, et que celui qui est loin, lui, est une force de travail active, à la fois par sa capacité d'attention et à la fois en tant que relais, via les réseaux sociaux, de la cruauté à l'œuvre qui s'en trouve démultipliée. Entre désensibilisation à la mort et aux souffrances d'autrui, trauma collectif et montée d'une révolte mondiale contre ces actions qui ne visent que la terreur et la destruction, la cruauté du gouvernement israélien fait signe vers la cruauté exercée par le capitalisme dans sa dimension « spectaculaire intégrée » (cf. Guy Debord, *Commentaires sur la société du spectacle*, 1988).

<sup>96</sup> Les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) et les BATX (Baidu, Alibaba, Tencent et Xiaomi) pratiquent ce que Y. Varoufakis a appelé *techno-féodalisme* : un capitalisme rentier qui tire de l'argent de toutes les personnes qui utilisent leurs services. Cf. <https://doi.org/10.4000/variations.2290>, 2023.

<sup>97</sup> « C'est qu'il y a quelque chose de plus réduit que la mort, c'est ce qu'on a effacé avec la gomme des enfants, sur le tableau noir de l'Histoire. » — E. Adnan, *Jennine*, 2003, <https://www.founoune.com/jennine-par-etel-adnan-liban/>.